

Ruptures

3\$

Numéro 1, automne 2001

Revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC)

Dossier spécial sur l'organisation :

-Auto-organisation

-Fédéralisme libertaire

-Bilan de Love and Rage (...)

Histoire ↓

-Sur les traces de l'anarchisme au Québec. Aux origines: le 19^e siècle

-La tradition communiste dans l'anarchisme (...)

...et critiques de livres et de films, déclaration de la NEFAC sur le terrorisme et la guerre, etc...

Ruptures

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation: l'analyse et la théorie.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie de marchandise. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Ruptures est publiée en alternance entre

Québec et Montréal. Ce numéro a été réalisé à Québec.

Pour toute correspondance: Groupe anarchiste Émile-Henry, C.P. 55051, 138 St-Vallier Ouest, Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

Abonnement et distribution: Une revue militante ne peut survivre que grâce aux abonnements, alors, abonnez-vous! Québec/Canada régulier: 12\$ pour 4 numéros, soutien et hors-Québec/Canada: 24\$ et plus. Pour la distribution: 3\$ poste payée l'ex.; 2,75\$ l'exemplaire pour 3 copies et plus; 2,50\$ l'exemplaire pour 10 copies et plus; 2\$ l'exemplaire pour 20 copies et plus. (hors-Québec/Canada ou plus d'exemplaires, contactez-nous). Les chèques peuvent être fait à l'ordre de «Groupe Émile-Henry».

Pour plus d'infos sur la NEFAC: Secrétariat général (francophone) Groupe anarchiste Émile-Henry C.P. 55051, 138 St-Vallier Ouest Québec (Québec) G1K 1J0 Canada

emile.henry@sympatico.ca

Union locale de Québec:

nefacquebec@yahoo.com

Union locale de Montréal: nefacmtl@yahoo.fr

Groupe de Toronto:

freyhey@tao.ca

www.flag.blackened.net/nefac

www3.sympatico.ca/emile.henry/nefac.htm

Dans ce numéro

Ruptures inaugurales...

Quelques mots de présentation

3

Dossier sur l'organisation

Tir Groupé

De la nécessité de l'auto-organisation 4

Le fédéralisme libertaire

Un aspect central du projet social anarchiste 6

Question d'organisation :

NOUS SOMMES PLATEFORMISTES ! 8

La fédération révolutionnaire

Love and Rage 12

Où est-ce qu'on va maintenant?

Vers une nouvelle stratégie révolutionnaire 16

Des ruines du développement, naît la révolte 18

Histoire

Sur les traces de l'anarchisme au Québec

1. Aux origines: le 19e siècle 21

RIEN POUR NOUS... TOUT POUR TOUS ET TOUTES !

La tradition communiste dans l'anarchisme 25

Documents

ATTAQUONS LE COEUR! 29

NOUS REFUSONS VOS GUERRES SANGLANTES : À BAS TOUS LES TERRORISMES, INCLUANT CELUI DE L'ÉTAT ! 30

Culture

Instinct de liberté : Chomsky et la pensée anarchiste 27

Petit lexique révolutionnaire 27

Critiques de films 28

2
no 1
Ruptures

Ruptures inaugurales...

Quelques mots de présentation

Il y a un moment déjà que des anarchistes débattent sur la possibilité de s'organiser politiquement de façon concertée en Amérique du Nord. Après la dissolution de la fédération anarchiste «Love and Rage» à la fin des années 90, un vide s'était créé au plan organisationnel. Au cours des deux dernières années, des communistes libertaires du Nord-Est américain sont passés de la parole aux actes en se regroupant au sein d'une fédération de collectifs et d'unions locales. Quatre congrès plus tard, la NEFAC (North-Eastern Federation of Anarcho-Communists - Fédération des communistes libertaires du Nord-Est) est implantée au Massachusetts, dans l'État de New-York, au Maryland, en Virginie Occidentale, en Ontario et bien sûr au Québec.

Des deux côtés de la frontière, les membres de la NEFAC participent activement au développement de mouvements sociaux combattant l'ordre bourgeois et le système capitaliste. Puisqu'une lutte révolutionnaire ne peut s'accomplir sans l'échange et la confrontation des idées, la NEFAC met également l'emphasis sur la publication de textes qui favorisent une prise de conscience critique, tant par rapport aux fondements du système capitaliste et patriarcal que de nos propres mouvements de résistance. C'est pourquoi les membres et sympathisant-es des unions locales de Québec et de Montréal ont décidé de travailler sur un projet de revue francophone laissant une large place à un contenu théorique.

Après quelques mois de travail, ce projet est devenu réalité avec le premier numéro de «Ruptures», une revue d'idées et d'actions cherchant à diffuser le plus largement possible notre perspective commu-

niste libertaire sur une panoplie d'enjeux sociaux. Avec un dossier spécial par numéro et des chroniques sur l'histoire et la culture, «Ruptures» est publiée à tous les trois mois. Sa production (réalisée en alternance à Québec et à Montréal) est assurée par le travail militant des membres et sympathisant-es de la fédération. Toutefois, ses pages sont ouvertes à la contribution d'individus et de groupes provenant de l'extérieur. Nous cherchons d'ailleurs à créer des liens à la grandeur du Québec avec toutes celles et ceux souhaitant participer à la création de groupes dans leur communauté, distribuer nos publications dans leur milieu (de vie, de travail, d'étude) ou simplement recevoir plus d'informations sur nos activités.

En attendant que cet appel se concrétise par vos réponses (positives il va sans dire!), nous espérons que les pages de ce numéro spécial sur l'organisation susciteront votre intérêt. Du platformisme à



Introduction

l'auto-organisation populaire, de la ville à la campagne, de la littérature au cinéma: hier comme aujourd'hui, de multiples voies existent pour regrouper nos forces et créer des situations de rupture avec l'ordre établi. Encore faut-il agir, réfléchir, créer et... s'abonner à «Ruptures» pour que cette revue soit en mesure d'engager la lutte contre la bêtise, les préjugés et les oppressions qui freinent notre insatiable désir de liberté!

*Pour l'anarchie
et le communisme!*

*Unions locales de Québec et de
Montréal - NEFAC*



3
no 1
Ruptures

TIR GROUPE

De la nécessité de l'auto-organisation

Si nous sommes sérieuses et sérieux dans notre quête d'une société sans État, sans patriarcat ni capitalisme, il faudra nécessairement admettre que le mouvement libertaire doit grandir, autant en quantité qu'en qualité. Mais comment y arriver ? Est-il réaliste de penser que les organisations anarchistes actuelles suffiront à rassembler une force de classe capable de renverser le système opprimant dans lequel nous vivons ? N'est-il pas plus probable que nous atteindrons cette force collective par la multiplication de regroupements auto-organisés luttant contre les maux qui leurs sont spécifiquement causés par le capitalisme ?

Avant de tomber dans quelque chose de trop abstrait, qu'entendons-nous par des regroupements auto-organisés en lutte ? C'est assez simple, partout dans nos vies la classe dirigeante nous mène une guerre. Il reste à notre classe de répliquer. Il faut, par exemple, des associations de locataires prêtes à affronter de façon combative les propriétaires. Contre les évictions (ou bien même le paiement du loyer !) que nous font subir les proprios, ces regroupements de locataires anticapitalistes en lutte seraient capables d'initier une grève de loyers dans leur quartier, ou dans un logement, contre un propriétaire en particulier. Mais sortons du si, de l'hypothétique : déjà sur les lieux de travail de ce monde un bon nombre de travailleurs et de travailleuses s'organisent de façon autonome et agissent contre leurs patrons. La vague de grèves sauvages que connaissent en ce moment les bureaux de poste en Irlande, même si elle reste relativement petite, en est un exemple frappant. Des actes quotidiens de sabotage et de simple solidarité avec ses co-travailleurs et travailleuses passent souvent inaperçus mais sont des preuves indéniables de la capacité et de l'efficacité de l'auto-organisation des prolétaires. Contre le racisme, le sexisme et leurs multiples manifestations, il n'est pas étonnant, mais au contraire encourageant, que des femmes, des gens de couleur, des gais, des lesbiennes et des bisexuelles se regroupent entre eux et elles pour mener leur combat. L'important pour toute personne soucieuse d'un changement révolu-

tionnaire n'est pas de prendre contrôle de ces luttes, mais bien d'y participer en essayant d'y amener des pratiques qui sont clairement en rupture avec le système actuel et en essayant de promouvoir leur possible convergence vers un climat d'insoumission généralisée. Comme dirait nos camarades de l'«Anarchist Federation» d'Angleterre : «Il est essentiel de construire un "front libertaire" de tous ces groupes et de tous ces mouvements. Ainsi le travail révolutionnaire consiste en partie à lier chaque sphère de lutte en faisant ressortir toutes les tendances libertaires et anticapitalistes latentes qu'on peut y trouver.»

Au-delà de la stratégie...

À propos de la question de l'auto-organisation, au-delà de la stratégie, il faut aussi y voir son aspect éthique, c'est à dire comment l'auto-organisation répond à une mise en pratique honnête des principes anarchistes. Un principe fondamental de l'anarchisme, dit vulgairement, est que nul autre que soi-même et les gens avec qui on se lie, sommes responsables de notre propre émancipation. Historiquement, ceci fut appliqué dans la Première Internationale par la devise : «L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Mais ne restons pas figés dans le temps. Devant la réalité qu'il est AUJOURD'HUI difficile de se syndiquer, ou bien lorsqu'il y a un syndicat en place il est souvent inefficace et/ou vendu aux patrons, l'auto-organisation sur le lieu de travail devient une nécessité et non plus seule-

ment un choix stratégique. C'est quoi l'auto-organisation sur le lieu de travail ? C'est premièrement se regrouper entre travailleurs et travailleuses pour discuter de ce qui se passe à la job, c'est ensuite élaborer ensemble une stratégie pour faire valoir nos intérêts face à ceux des patrons et finalement c'est mettre en action nous-mêmes cette stratégie. Concrètement, ça consiste à ralentir le rythme de travail par des grèves de zèle ; ça consiste aussi en des actes de destruction de la propriété privée de nos boss par du sabotage. En bout de ligne, l'auto-organisation sur les lieux de travail mène à des grèves sauvages, des grèves contrôlées par la base des travailleurs et travailleuses débarrassés d'intermédiaires indésirables comme les bureaucrates syndicaux.

Un autre exemple de l'auto-organisation est celui des luttes de quartier. Dans la vaste majorité des cas, ce sont les habitantEs d'un quartier qui trouveront les meilleures solutions aux défis auxquels le quartier fait face. Bien que j'apprécie des conseils venant de l'extérieur, je crois fondamentalement que je sais plus que n'importe qui quoi faire au moment où mon voisin se met à devenir violent avec sa conjointe. C'est la même chose lorsque des néo-nazis se manifestent publiquement dans mon quartier populaire de Montréal, Hochelaga-Maisonneuve. Il n'est alors pas surprenant de voir des militantEs de groupes antiracistes comme Action Anti Raciste (A.R.A.) et les Red and Anarchist Skinheads (R.A.S.H.), dont quelques-unEs sont aussi d'Hochelaga-Maisonneuve, travailler en commun avec des gens concernés du quartier pour régler le problème.

Quand l'auto-organisation se lie avec l'autonomie organisationnelle

Il est souvent dit que : «La libération des

Tu cherches Le Trouble?...

Vous trouvez qu'il n'y a pas assez de «nouvelles» dans Ruptures? C'est peut-être que vous êtes dans la mauvaise

publication anarchiste! Le Trouble est un journal d'agitation montréalais publié (presque) à tous les mois. C'est là que vous retrouverez l'actualité... Pour tous contacts :

Le Trouble
C.P. St-André, B.P. 32018
Montréal, Québec
H2L 4Y5

Abonnement: 15\$ pour 10 no.

femmes se fera par les femmes». N'est-il pas d'abord absurde qu'un homme, aussi «anarchiste» soit-il, intervienne de façon directe dans les affaires d'un groupe de femmes non-mixte sans leur permission ? Non pas que les hommes n'ont pas leur part de tâches à accomplir dans la lutte anti-patriarcale, mais ils doivent respecter, lors d'une lutte commune avec des groupes de femmes, les limites d'intervention pour les hommes fixées par ces divers groupes de femmes. Par exemple, certaines femmes ne se sentent mieux qu'entre femmes pour se réunir et discuter ; il est alors très logique qu'elles optent pour cette forme d'organisation. Dans ce cas l'auto-organisation se lie avec un principe qu'on pourrait appeler l'autonomie organisationnelle. C'est à dire que les groupes de femmes non-mixtes appliquent l'autonomie organisationnelle en se regroupant entre femmes seulement.

On sait que partout en Amérique du Nord il y a de graves problèmes concernant la violence policière et le meurtre policier. Ce qu'on sait aussi c'est que la plupart du temps les victimes de la police sont des gens de couleur. Le cas de la ville de Cincinnati est probant. Dans les 5 dernières années, 15 personnes y ont été tuées par la police. Ces 15 personnes avaient toutes la peau noire. La plus grande partie de ce problème ne peut qu'être résolu par la communauté noire de Cincinnati. La meilleure arme contre la police de Cincinnati ne serait nul autre qu'une organisation de personnes noires vivant à Cincinnati et concernées par la menace policière. Tout comme dans le cas de l'implication des hommes dans la lutte anti-patriarcale, cela n'équivaut pas à dire que les personnes blanches n'ont pas leur part à faire dans les luttes contre le racisme (dans ce cas-ci, le racisme policier). Par

ailleurs, vous pouvez être sûr que l'implication des personnes blanches dans les émeutes anti-policiers qui ont suivi le meurtre par la police du jeune Timothy Thomas le 7 avril dernier à Cincinnati était généralement très appréciée par la communauté noire. Il faut seulement comprendre que même si, oui, le capitalisme opprime notre classe en entier, certaines parties de notre classe sont doublement ou même triplement opprimées par les idées haineuses qui composent le racisme et le sexisme. Certes, une stratégie de «Unite and fight» peut sembler alléchante en forme de slogan mais prôner cela à tout prix serait de un, oublier l'importance des oppressions spécifiques, et de deux, un manque de respect envers les désirs auto-organisationnels déjà manifestés par certaines femmes et certaines personnes de couleur. à titre d'exemple le groupe Black Autonomy Network of Community Organizers, qui regroupe des anarchistes-révolutionnaires de couleur noire aux États-Unis. Comme dans le cas des femmes appartenant à des groupes non-mixtes, ils appliquent, selon leurs besoins, le principe de l'autonomie organisationnelle.

De l'auto-organisation vers la convergence en un mouvement anticapitaliste et libertaire

L'auto-organisation et l'autonomie organisationnelle, comme principes, reçoivent souvent le reproche de séparer et isoler les luttes. En partie, cela pourrait être vrai, la lutte antiraciste semblant être d'un côté, les luttes anti-patriarcales de l'autre. À ce sujet, il est important de réaliser deux choses. De un, il faut montrer que souvent les manifestations de l'oppression viennent d'une même source, celle de la société de classe.

Politiquement et économiquement, nos sociétés sont divisées en deux. D'un côté il y a les personnes qui possèdent et décident, de l'autre ceux et celles qui sont dépossédés et qui se font diriger. Le racisme et le sexisme, en plus d'être spécifiquement opprimants pour tous (quoi qu'à différents degrés selon les personnes), aident au maintien du capitalisme par la division qu'ils créent entre opprimés. De deux, il faut avoir une conscience de classe capable de nous amener à la constatation qu'une attaque sur une partie de notre classe est une attaque sur notre classe entière. Dans ce sens, si une organisation autonome, par exemple de quartier, se fait attaquer par des mesures répressives venant de l'État, ce n'est pas le moment de dire bêtement : «Hé bien, ils voulaient s'organiser seuls...». Au contraire, il est temps de leur apporter un appui soutenu qui démontrerait un respect envers leur organisation.

Il faut défaire la notion que l'on doit tous être dans le même groupe pour être forts. Il est plus que possible que plusieurs organisations et groupes autonomes s'unissent périodiquement et même définitivement pour former une force commune. Dans ce sens, le but des anarchistes, du moins sur le plan organisationnel, ne devrait pas être de construire une seule organisation capable de rassembler toutes les forces anticapitalistes libertaires ; mais bien de proposer des méthodes et des pratiques organisationnelles qui peuvent se reproduire et se multiplier tout en mutant selon les besoins de chaque groupe révolutionnaire librement associé.

Nik Robertson

*Bien utilisé,
n'importe quel
outil peut
devenir une arme!*



LE FÉDÉRALISME LIBERTAIRE

Un aspect central du projet social anarchiste.

Dans le cadre de ce dossier sur l'organisation, nous vous présentons un texte portant sur une des principales propositions sociales anarchistes : le fédéralisme libertaire (rien à voir avec le nationalisme canadien). Ce texte est extrait du numéro 980 (22 décembre 1994) du Monde Libertaire, hebdomadaire de la Fédération Anarchiste (France, Belgique).

(...)

Le fédéralisme d'État... un fédéralisme tronqué !

Malheureusement, lorsqu'ils entendent parler de fédéralisme, la plupart des gens pensent d'abord au Canada, aux États-Unis, à la Suisse ou, même si c'est moins connu, à l'Australie, à l'Inde...

Dans ces pays, la fonction du «fédéralisme» a été de gérer l'intégration de diversités pour assurer la cohésion des systèmes de domination, et dans le seul but, bien entendu, de satisfaire aux intérêts de la bourgeoisie. Il n'est donc pas surprenant que le «fédéralisme», illustré par ces exemples, ne déclenche pas l'enthousiasme des foules, qu'il ne soit pas assimilé à la perspective d'un grand changement et qu'il ne paraisse guère «révolutionnaire» ! Mais parler de «fédéralisme», à propos des États que nous avons cités, semble bien mal approprié ! En effet, leur pratique du fédéralisme est très relative. Dans leur cas, il s'agit d'une unité réalisée entre des États -- «provinces», entre des entités politiques, qui elles-mêmes, ne sont pas organisées sur un principe fédéral : elles se veulent «égales» entre elles, mais ignorent toute égalité dans leur organisation interne. Il s'agit d'un «fédéralisme» extrêmement parcellaire, conçu comme une stratégie d'encadrement étatique mais certainement pas comme un schéma d'organisation sociale.

A contrario, le fédéralisme libertaire est pensé dans une dimension intégrale; l'ensemble de la société, dans tous les domaines, doit fonctionner sur le mode fédéraliste.

Il est donc une réponse essentielle de l'anarchisme à la question sociale, à savoir : comment une société pourrait-elle se structurer politiquement sans État?

Comment pourrions-nous coordonner les diverses activités économiques (de production et de répartition) après avoir rompu avec le capitalisme et plus généralement avec tout système marchand?

Le principe fédératif libertaire

Le fédéralisme libertaire repose grosso modo sur quatre principes élémentaires : la libre association, l'égalité économique et sociale (qui nous renverra à l'abolition de la propriété privée), l'autonomie des groupes et des collectivités, la prise de décision par l'unanimité ou par le vote «direct», sans délégation de pouvoir.

La libre association

Le principe de la libre association avait été énoncé par Stirner en 1844. Stirner est considéré comme le premier anarchiste individualiste bien qu'il fut un philosophe et non un militant. Si Stirner peut être sévèrement critiqué pour son individualisme forcené et idéaliste, précisons tout de même que sa pensée était en partie sociale: il considérait que l'individu, unique, avait continuellement besoin des autres pour exister et pour se valoriser. L'émancipation de l'individu passait par le développement de son «égoïsme», au sens où il ne devait plus se référer à des causes supérieures (comme «Dieu» ou «l'État») mais comprendre qu'il était lui-même sa seule raison d'être. Il imagine des associations d'«égoïstes», débarrassées des chefs et des exploités et se coordonnant pour produire ce dont ces «égoïstes» ont besoin. Le communisme libertaire a permis de dépasser cette conception étroite de l'organisation «communautaire», tout en conservant et en intégrant le principe de libre association dans son projet sociétaire.

Égalité et propriété

Pour qu'un contrat ou un accord soit passé librement entre deux individus ou deux groupes, il faut par définition, qu'aucun des protagonistes ne soit en position de

subordination vis-à-vis de l'autre. Or, on ne peut espérer construire une société sans classe, sans abolir la propriété privée.

Pour éviter toute confusion, il s'agit de socialiser les moyens de production et de distribution, c'est-à-dire des structures sociales collectives et non de mettre chaque produit «en commun».

D'une part, nous sommes pour que tout individu dispose à sa guise des biens de consommation, de son logement, dont il veut faire usage. S'il ne peut accumuler des biens pour en faire commerce, nul ne doit pouvoir décider à sa place de ce qu'il doit consommer ou pas.

D'autre part, si nous employons le terme de socialisation et non celui de collectivisation, c'est parce qu'il y a une nuance d'importance entre les deux. La collectivisation reviendrait à accepter l'appropriation d'une entreprise par des individus qui y travaillent: chaque groupe de producteurs serait propriétaire de son outil de production et pourrait ainsi en retirer du profit aux dépens des groupes propriétaires les moins «compétitifs»; ce serait l'avènement d'un «capitalisme populaire», incompatible avec nos exigences de liberté et d'égalité. Par contre, la socialisation implique que les outils de production et de distribution soient réellement la propriété de tous et non de groupes particuliers : c'est l'ensemble de la société qui dispose de ces outils, mis, pourrait-on dire, en «gérance»; si des individus s'associent librement pour produire, c'est dans le cadre d'un contrat social et non pour former une puissance privée dont ils auraient l'usufruit.

Autonomie et structures sociales

À ne pas confondre avec l'autarcie, l'autonomie des individus et des «collectifs» correspond à leur liberté de choix; dans notre idée, la commune, qui serait une unité de base dans une société libertaire, n'aurait pas pour objet d'être un bloc, seul face au «reste du monde». La fonction de la commune libertaire serait d'être un lieu de coordination (d'autogestion) des activités sociales, nécessaires à la vie quotidienne des individus vivant dans un même lieu géographique : le logement, le transport, la dis-

tribution des biens de consommation, la sécurité civile, la médecine de proximité ou encore la régulation des conflits...

La commune ne pourrait fonctionner qu'en se fédérant à d'autres communes, pour ses «échanges» permanents ou pour des réalisations ponctuelles (grands travaux, par exemple). Ensuite, la commune ne pourrait être la seule application du fédéralisme. Pour la production, des réseaux doivent se structurer par branches professionnelles, secteurs d'activités (les fédérations de producteurs). De même, la société fédéraliste doit intégrer toutes les autres formes d'associations et de regroupement pouvant émerger de la vie sociale : organisations et mouvements politiques, associations et organismes culturels...

Un processus décisionnel de tendance «unanimiste»

Là encore, il faut s'entendre sur ce que nous mettons derrière cette expression. Si nous pensons que la moindre action devrait être décidée à l'unanimité, il est certain que nous condamnerions la société à l'immobilisme et à la mort!

L'unanimité cela signifie que dans une société libertaire, un réseau fédéré agirait, non pas en fonction d'une politique décidée par une majorité de la population, c'est-à-dire en suivant une règle imposée démocratiquement, mais, premièrement, en fonction de ses propres choix et, deuxièmement, en fonction des règles qu'il aurait volontairement établies avec les autres réseaux fédérés. Autrement dit, aucune fédération, quelle que soit sa taille, ne serait forcée d'appliquer une décision à laquelle elle se serait opposée. Par exemple, une commune ne pourrait se voir contrainte, par «référendum», de construire une nouvelle usine. Les motivations et les choix «d'investissements» ne peuvent se décréter. Aux fédérations d'étudier les besoins sociaux, de réfléchir aux différentes possibilités de les satisfaire et de trouver des terrains d'accord, par la négociation et les compromis. L'ensemble de ces «paroles» constitueraient une diplomatie politico-sociale d'où émergerait une dynamique de fédérations d'autonomie.

Certains ne manqueront pas de nous rétorquer qu'un tel mode de fonctionnement déboucherait sur un chaos généralisé, «chacun faisant ce qu'il lui plaît».

La réponse est aisée : d'abord, la règle majoritaire n'apporte aucune solution réelle et durable aux conflits et aux désaccords, elle ne fait que trancher en enterrant des oppositions qui rejailliront forcément de plus belle. Ensuite, comme nous ne sommes pas tout à fait idiots, nous concevons parfaitement que des décisions, liées à des problèmes de gestion courante, puissent être prises par le vote (avec toutes les modalités possibles : majorité simple, majorité des trois quarts, puis des deux tiers...). Une commune ne va pas épiloguer des jours et des jours pour décider si oui ou non la rue «X» va devenir piétonne!

L'important est de parvenir à hiérarchiser les problèmes car on ne peut décider de la même façon la construction d'une centrale nucléaire ou la rénovation d'un parc de logement! Chaque question doit être traitée en rapport avec l'ampleur des enjeux existants.

L'essentiel est de garantir la possibilité de mener des débats publics dignes de ce nom, que chacun puisse disposer de toutes les informations nécessaires pour se faire son opinion, et de respecter les veto des minorités. Ceci dit, une société libertaire serait traversée de multiples conflits, comme n'importe quelle autre société. Aucun système juridique, aucun «protocole institutionnel», aucun système de prise de décision, aussi perfectionné soit-il, ne pourra éviter la confrontation d'idées ou d'idéologies divergentes et gommer, d'un coup de baguette magique, les rapports de force. Mais aussi imparfaite qu'elle soit, la conception fédéraliste libertaire, au regard d'expériences historiques, comme celle de la Révolution espagnole de 1936 ou de la Commune de Paris de 1871, vaut déjà mille fois mieux que la

mascarade démocratique.

RÉGIS

(du groupe Kronstadt (Lyon) de la Fédération Anarchiste
<http://www.federation-anarchiste.org>)

Le Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris. Abonnement pour l'étranger (c'est nous, ça!) : 1 mois = 60F; 3 mois = 140F; 6 mois = 250F; 1 an = 400F, chèque à l'ordre de Publico.

Abonnez-vous

De bonnes adresses...

Les groupes suivants font de la distribution de littérature anarchiste, écrivez leur pour avoir un catalogue...

Librairie Alternative
2035, boul. St-Laurent 2ième étage
Montréal, Québec H2X 2T3 CANADA
Téléphone : (514) 859-9065

Edam :
CP 267, succ. DeLorimier,
Montréal (Québec), H2H 2N6

La Sociale/CDL,
C.P.266, succ. C,
Montréal (Québec), H2L 4K1
asocial@colba.net

Groupe Anarchiste Émile-Henry (NEFAC),
C.P. 55051, 138 St.-Vallier Ouest,
Québec (Québec) G1K 1J0
emile.henry@sympatico.ca
www3.sympatico.ca/emile.henry

7
no 1
Ruptures

Question d'organisation : NOUS SOMMES PLATEFORMISTES !

Au Québec, et plus généralement en Amérique du Nord, anarchistes et organisés ne sont pas allés souvent de paire. En effet, la dernière tentative sérieuse de monter un groupe politique libertaire en terre québécoise remonte à l'aventure de Socialisme et Liberté, à Montréal en 1987 (1).

Pourtant des anarchistes organisés, il y en a déjà eu et il y en a encore de par le monde. Des générations de militantEs ont planché sur la question et pour qui ne veut pas réinventer la roue, il est utile d'aller regarder du côté de leurs analyses et propositions. À la NEFAC, même si nous trouvons du bon chez des anarchistes 'classiques' comme Errico Malatesta ou Michel Bakounine, nous sommes surtout influencés par une tradition que, faute de mieux, nous appelons 'plateformiste'.

Le groupe Dielo Trouda et la Plate-forme

La tradition 'plateformiste' débute avec l'analyse, que fait un groupe d'anarchistes russes en exil, de la défaite des makhnovistes face aux bolcheviks durant la guerre civile. Ce groupe comprend des figures aussi importantes que Nestor Makhno, l'un des principaux leaders de l'armée insurrectionnelle de la paysannerie ukrainienne, Pierre Arshinov, historien de ce même mouvement et vieux compagnon de route de Makhno, et Ida Mett, chroniqueuse et partisane passionnée de l'insurrection de Kronstadt (2). Basé à Paris, le groupe gravite autour de la publication d'une revue bimensuelle anarcho-communiste en russe, Dielo Trouda (Cause ouvrière), dont Makhno et Arshinov avait rêvé dans les prisons tsaristes quinze ans plus tôt et qu'ils ont finalement fondée, à Paris, en 1925.

En plus des correspondances de plus en plus rares des camarades «restés aux pays», et de l'analyse de la nature du régime soviétique --Arshinov fut l'un des premiers à le qualifier, correctement, de capitalisme d'État--, la revue se concentre surtout à chercher les

causes de «l'échec historique de l'anarchisme» dans la période révolutionnaire qui vient de balayer l'Europe. Comme la plupart des militantEs qui sont encore anarchistes en 1925 --les défections du côté des léninistes furent nombreuses-- Dielo Trouda pense que la principale cause de l'échec «est l'absence de principes et de pratiques organisationnels dans le monde anarchiste» qui a sa source dans «quelques défauts d'ordre théorique: notamment dans une fausse interprétation du principe d'individualité dans l'anarchisme; ce principe étant trop souvent confondu

avec l'absence de toute responsabilité.» C'est en juin 1926, que le groupe Dielo Trouda fait connaître le résultat de ces recherches sur l'organisation sous la forme d'une petite brochure intitulée «Plate-forme de l'Union générale des anarchistes (projet)» (3).

La brochure s'ouvre sur une introduction qui fait une critique dévastatrice de la «désorganisation générale chronique» de l'anarchisme révolutionnaire, désorganisation assimilée à rien de moins que la «fièvre jaune» (!). Dès le premier paragraphe, les auteurs sont impitoyables : «Il est très significatif qu'en dépit de la force et du caractère incontestablement positif des idées libertaires, (...) le mouvement anarchiste est resté toujours faible malgré tout cela, et a figuré, le plus souvent (...) comme un petit fait, un épisode, et non pas comme un facteur important.» Pour remédier à cet état de fait,

«Des anarchistes
organisés? Et pourquoi
pas la révolution pen-
dant qu'on y est!»

(1) Pour en savoir plus sur ce groupe politique, qui s'est sabordé courant 1989 et est à l'origine de la publication du journal *Rebelles*, se reporter à l'article du Q-lotté intitulé *Montréal: des libertaires s'organisent* (page 50 de l'anthologie *La pensée en liberté*, aux éditions Écosociété) et à la page 8 du numéro de février-mars 1989 (vol.1 no 6) du journal *Rebelles* (il y a là une reproduction partielle de la plate-forme du groupe). Des photocopies sont disponibles sur demande en écrivant au Groupe anarchiste Émile-Henry (voir adresse en page 2), prière de joindre une enveloppe pré-affranchie.

2) Voir respectivement *La makhnovchtchina : L'insurrection révolutionnaire en Ukraine de 1918 à 1921* par Arshinov (Spartacus, 2000) et *La Commune de Kronstadt, crépuscule sanglant des soviets*, par Mett (idem).

3) Aujourd'hui on réfère souvent à ce texte comme la «Plate-forme d'Arshinov» ou la «Plate-forme d'organisation des communistes libertaires» (le titre utilisé par ceux qui s'en réclament). Toutes les citations, sauf indication contraire, sont de la Plate-forme [texte disponible à www3.sympatico.ca/emile.henry/platfo.htm].



les auteurs pensent qu'il est temps pour l'anarchisme de sortir du marais de la désorganisation, de mettre fin aux vacillations interminables dans les questions théoriques et tactiques les plus importantes, de prendre résolument le chemin du but clairement conçu, et de mener une pratique collective organisée.» Ils proposent de créer «une organisation qui (...) établirait dans l'anarchisme une ligne générale tactique et politique».

Le texte de la Plate-forme en tant que tel est divisé en trois parties (générale, constructive et organisationnelle). En gros, la première et la deuxième partie constituent un exposé assez classique de l'anarcho-communisme dans lequel Dielo Trouda ne se démarque que sur quelques points. L'un des principaux est la primauté de la lutte de classe dans la société et son rôle moteur dans le changement social qui est affirmé d'entrée de jeu : «il n'y a pas d'humanité UNE. Il y a une humanité des classes: esclaves et maîtres» et «le régime social et politique de tout pays est avant tout le produit de la lutte des classes». Cette position, qui refuse également les

positions «humanistes» trace une ligne claire de démarcation qui traverse tout le document. Dielo Trouda se situe résolument dans le camp de l'anarchisme social, fortement lutte de classiste. La partie constructive a l'avantage (et l'inconvénient) de bénéficier de l'expérience russe. Avantage car l'on sort des abstractions chères aux kropotkiniens (la fameuse «prise au tas»), inconvénient cependant parce que la situation russe de 1917 n'a plus vraiment grand chose à voir avec ce que nous vivons aujourd'hui... En ce sens, l'étude de l'expérience espagnole, même si elle est aussi datée, sera plus productive.

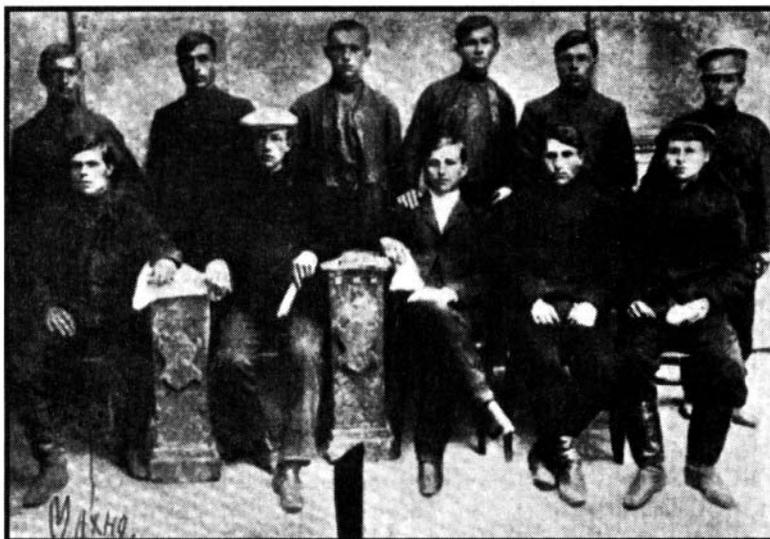
Un autre point où la plate-forme se démarque d'avec l'anarchisme traditionnel c'est sur la question du patriarcat, et c'est, malheureusement, pour enregistrer un recul marqué. En effet, aucune des questions liées

au patriarcat --que ce soit l'oppression des femmes, la répression sexuelle ou la famille et l'éducation des enfants-- n'est abordée. Le mot 'femme' n'apparaît même pas dans le document! Pourtant, même si ce n'est pas de la même façon qu'aujourd'hui, la question était loin d'être ignorée chez les autres courants anarchistes. Si on peut comprendre que Dielo Trouda fut peu inspiré par l'exemple des anarcho-individualistes français --qui sont allés très loin dans la critique du

parents, mais à leur future liberté». Quatre ans plus tard, Bakounine revendiquait, au troisième congrès de la première Internationale : «premièrement, l'abolition du droit de la propriété héréditaire, deuxièmement, l'égalisation complète des droits politiques et sociaux de la femme avec ceux de l'homme, troisièmement, l'abolition du mariage en tant qu'institution religieuse, politique et civile.» Plus contemporain de la plate-forme, le Programme anarchiste, rédigé

par Malatesta et adopté par l'Union anarchiste italienne en 1920, revendique lui aussi une «reconstruction de la famille, de telle manière qu'elle résulte de la pratique de l'amour, libre de toute chaîne légale, de toute oppression économique ou physique, de tout préjugé religieux» et conclue «nous voulons pour tous le pain, la liberté, l'amour et la science». La question ne se posait pas qu'à un niveau théorique, aux États-Unis on en était déjà passé à la pratique. Ainsi quand la plate-forme est publiée, cela fait déjà 15 ans et plus que les anarchistes américaines, Emma Goldman en tête,

revendiquent la décriminalisation de l'avortement et la libre circulation de l'information sur la contraception. En Espagne, quelques années plus tard, on ira encore plus loin, grâce à l'action des Mujeres Libres. Jusqu'à l'ennemi juré de Dielo Trouda, le gouvernement bolchevik, qui rend légalement la femme égale de l'homme et décriminalise l'avortement et l'homosexualité



Le groupe d'affinité de Makhno, en Ukraine, vers 1907

patriarcat et de l'ordre moral bourgeois-- d'autres documents anarchistes révolutionnaires du même type que la plate-forme avaient pourtant abordé la question. Le Programme de l'Alliance, première organisation anarchiste fondée par Bakounine en 1864, affirme par exemple l'égalité de l'homme et de la femme et que les enfants «n'appartiennent ni à la société, ni à leurs

Makhno et Dielo Trouda sur le web...

Des textes de Nestor Makhno écrits pour la revue Dielo Trouda et datant de la période où la Plate-forme fut écrite sont maintenant disponibles en traduction française à

<http://www.multimania.com/durruti/makhno/>

dans sa première semaine au pouvoir! Bref, cet 'oubli' est réellement une lacune théorique importante, qui a encore des répercussions aujourd'hui.

Là où la plate-forme détonne vraiment, c'est au niveau de ses propositions organisationnelles et des positions qui en découlent. Afin de créer cette organisation unie, Dielo Trouda refuse les voies d'une synthèse des différents courants de l'anarchisme, telle que proposée par les Faure et Voline, car «une telle organisation (...) ne serait qu'un assemblage mécanique d'individus concevant d'une façon différente toutes les questions du mouvement anarchiste», et celle de l'anarcho-syndicalisme, qui «ne résout pas le problème d'organisation de l'anarchisme, car elle ne [lui] donne pas la priorité». La Plate-forme propose plutôt «le ralliement des militants actifs de l'anarchisme sur la base de positions précises: théoriques, tactiques et organisationnelles, c'est-à-dire sur la base plus ou moins achevée d'un programme homogène».

Les militantEs de Dielo Trouda considéraient cette double question de l'organisation et du programme révolutionnaire comme primordiale pour lancer le mouvement anarchiste sur la bonne voie. Ils avaient d'ailleurs conçu la Plate-forme comme «les grandes lignes, l'armature d'un tel programme» et voulaient qu'elle constitue le «premier pas vers le ralliement des forces libertaires en une seule collectivité révolutionnaire active». Il était clair d'ailleurs que la Plate-forme ne pouvait constituer un programme définitif de l'anarchisme révolutionnaire, il appartiendrait à la future organisation de «l'élargir, de l'approfondir, plus tard d'en faire un programme définitif pour tout le mouvement anarchiste».

La plate-forme postulait donc la nécessité d'une unité théorique et tactique, formulée en un programme. Cette nécessité était rejetée par les partisans de la «synthèse» qui soit n'en voyait pas l'utilité (Faure) ou la croyait prématurée et jugeait la méthode proposée par la plate-forme «mécanique» (Voline). Du côté des anarcho-syndicalistes, on est évidemment d'accord avec ce postulat, le hic étant que la plate-forme rejette précisément le programme syndicaliste révolutionnaire...

Dielo Trouda introduit ensuite un principe pourtant simple, la responsabilité collective, mais qui a attiré les foudres des critiques. L'idée de base de la responsabilité collective c'est que «si nous acceptons collectivement des positions politiques et une ligne d'action déterminée, c'est pour que chaque membre l'applique dans son travail politique. De plus, en nous entendant sur un travail à faire et une façon de le faire, nous devenons responsables, les uns envers les autres, de son exécution. La responsabilité collective, finalement, n'est rien d'autre que la méthode collective d'action. (4)» Cette



Makhno et Arshinov, à Paris dans les années 1930

idée fut cependant attaquée comme étant une volonté d'embrigader l'anarchisme militant, Malatesta allant même jusqu'à la comparer à la discipline de caserne.

Pour faire tenir le tout ensemble, la plate-forme propose l'incontournable principe du fédéralisme, qu'on présente comme «concili[ant] l'indépendance et l'initiative de l'individu ou de l'organisation, avec le service de la cause commune». Dielo Trouda mettait cependant en garde contre une déformation courante du fédéralisme libertaire : «le droit de manifester surtout son "ego", sans l'obligation de tenir compte des devoirs vis-à-vis de l'organisation» et affirmait plutôt que «le type fédéraliste de l'organisation anarchiste, tout en reconnaissant à chaque membre le droit à l'indépendance, à l'opinion libre, à l'initiative et à la liberté individuelle, charge chaque membre de devoirs organisationnels

déterminés, exigeant leur exécution rigoureuse, ainsi que l'exécution des décisions prises en commun.» Évidemment, pour que tout cela marche en dehors d'un plan strictement local, ce qui était d'ailleurs le but avoué de la plate-forme, encore faut-il se donner les instances nécessaires. Le document de Dielo Trouda ne s'étend pas sur le sujet, mais mentionne la pertinence d'un congrès décisionnel et d'un «comité exécutif» pour coordonner l'activité de l'organisation. Avoir des membres mandatés pour exécuter certaines tâches n'eut pas l'air de plaire à certains, qui y ont vu un embryon d'autorité dictatoriale...

Là où la Plate-forme se démarque le plus de l'anarchisme classique, c'est sans doute en ce qui a trait au rôle des anarchistes pendant la révolution. En effet, pour Dielo Trouda, «le rôle des anarchistes en période révolutionnaire ne peut se borner à la seule propagande de mots d'ordre et des idées libertaires». Mais alors, quel est ce rôle? Pour les auteurs, «l'anarchisme doit devenir la conception directrice de la révolution sociale», ils précisent que «la position directrice des idées anarchistes dans la révolution signifie une orientation anarchiste des événements» ce qu'il ne faut surtout pas confondre avec «la direction politique des partis étatistes qui aboutit finalement au Pouvoir d'État». Cette idée de «conception directrice» fera dresser les cheveux sur la tête de plus d'un anarchiste et sera vertement critiquée.

Les auteurs ont un vif souvenir de la révolution russe et ils rappellent que «bien que les masses s'expriment profondément dans les mouvements sociaux par des tendances et des mots d'ordre anarchistes, ces tendances et mots d'ordre restent cependant éparpillés», il faut donc une force qui puisse «organiser la puissance motrice des idées libertaires qui est nécessaire pour garder dans la révolution sociale l'orientation et les

4) La question de l'organisation révolutionnaire anarchiste, position du Groupe Emile-Henry, voir www3.sympatico.ca/emile.henry/orgeh.htm

La Plate-forme sur le web...

La Plate-forme d'organisation des communistes libertaires et d'autres textes sur l'organisation est disponible en français sur le web à <http://www3.sympatico.ca/emile.henry/org.htm>

objectifs anarchistes». Cette force, ce serait l'organisation anarchiste d'après la Plate-forme. L'organisation anarchiste doit, «manifeste son initiative et déployer une participation totale dans tous les domaines de la révolution sociale : celui de l'orientation et du caractère général de la révolution, celui des tâches positives de la révolution dans la nouvelle production, celui de la guerre civile et de la défense de la révolution, de la consommation, de la question agraire, etc... Sur toutes ces questions et sur nombre d'autres, la masse exige des anarchistes une réponse claire et précise. Et du moment que les anarchistes prônent une conception de la révolution et de la structure de la société, ils sont obligés de donner à toutes ces questions une réponse nette, de relier la solution de ces problèmes à la conception générale du communisme libertaire et de consacrer toutes leurs forces à leur réalisation effective.»

région. Force est de constater que ça n'a pas marché... Est-ce un mal? Pas sûr. En effet, eut égard à ce qui se fait concrètement --et non pas seulement ce qui se dit--, il est loin d'être certain que l'avenir de l'anarchisme révolutionnaire réside dans les militantEs anarchistes. Peut-être que si les anarchistes cessaient d'essayer de se convaincre les uns

devoir développer des positions politiques sur un paquet de sujet et donc innover. Pour nous la question de l'unité tactique et théorique n'est qu'une question de bon sens mais c'est surtout un processus de débat, jamais terminé.

«Son but n'étant pas la prise du pouvoir, l'organisation anarchiste n'est donc ni un parti, ni une avant-garde autoproclamée, mais une minorité agissante au sein des classes populaires. Elle entend servir de pôle de ralliement libertaire et être partie prenante du combat théorique et pratique contre toutes les idéologies autoritaires. Il s'agit d'abord et avant tout d'une force de proposition qui tente de rallier les gens, par l'exemple et la suggestion, à ces points de vues politiques. (...) Puisque toute période révolutionnaire doit être précédée par des organisations capables de rallier les



gens à l'alternative libertaire et aux méthodes anarchistes, nous croyons qu'une organisation anarchiste forte et surtout présente dans les luttes est nécessaire. Entendons nous bien, cependant, nous ne croyons pas que la NEFAC soit, à l'heure actuelle, une telle organisation (mais nous y travaillons !).» (6)

La pertinence de la plate-forme aujourd'hui

Les membres du groupe Dielo Trouda ont eu le mérite de réfléchir, en leur temps, à des moyens pour sortir l'anarchisme militant de son ornière. Leurs solutions peuvent, encore aujourd'hui, servir de point de départ pour construire une pratique anarchiste cohérente et organisée. Évidemment, nous sommes loin d'aborder la plate-forme comme une bible (ou un petit livre rouge) et nous sommes bien conscientEs qu'elle comporte certaines lacunes, notamment au chapitre du patriarcat, comme nous l'avons déjà souligné, et à celui de l'autonomie des mouvements sociaux.

Une des erreurs des premiers 'plate-formistes' fut, paradoxalement, d'avoir placé trop d'espoir dans le mouvement anarchiste existant. En effet, ils et elles étaient persuadés pouvoir rallier la majorité des militantEs à leurs conceptions. Peut-on réellement se surprendre, étant donné les attaques virulentes que contient la plate-forme, que ça n'ait pas marché? Pourtant, même aujourd'hui, c'est un piège dans lequel l'on tombe facilement. La NEFAC n'y a pas échappé. Nous avons passé un temps considérable à discuter et tenter de convaincre les militantEs de notre

les autres, ils et elles auraient plus de temps à consacrer au reste de la population? Pour notre part, nous avons pris le parti d'entériner le fait tout simple de la division de notre mouvement et nous avons décidé «d'arrêter d'en parler et de commencer à le faire» (5).

Pour notre part, ce que nous retenons de la plate-forme c'est la nécessité de s'organiser sérieusement. Ce qui veut dire se donner les moyens d'avancer, donc des choses toutes simples comme une structure démocratique avec des congrès décisionnels, une liste de discussion, des cotisations, des comités de travail mandatés, etc. Nous savons aussi que l'anarchisme n'a que peu de racines dans la région et que nous allons

Marc-Aurel

5) Donc, c'est le premier et le dernier dossier spécial sur l'organisation que vous verrez dans cette revue...

6) La question de l'organisation... op cit.

Anarchist Platform, une liste de discussion internationale sur le plate-formisme...

Les camarades du Worker's Solidarity Movement (un groupe plate-formiste irlandais) ont mis sur pied une liste de discussion internationale pour les révolutionnaires qui se réclament de la tradition de la Plate-forme d'organisation des communistes libertaires. La liste compte des abonnéEs sur les cinq continents mais les échanges sont surtout en anglais. Pour en savoir plus, n'hésitez pas à visiter la page <http://flag.blackened.net/revolt/platform.html>

LA FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE LOVE AND RAGE

Une nouvelle vague de radicalisation se répand autour du monde. Des fédérations anarchistes s'organisent aux États-Unis et au Canada, ainsi que dans d'autres pays. Le courant «Platformiste» dans l'anarchisme international, qui met l'accent sur le besoin pour les anarchistes de s'organiser, a des effets à travers le monde. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'il y ait un intérêt pour la dernière principale tentative d'établir une fédération anarchiste en Amérique du Nord : la fédération révolutionnaire anarchiste Love and Rage (L&R). Fondée en 1989, elle a existé jusqu'à 1998, presque dix ans, avec des ramifications au Mexique (Amor y Rabia) et au Canada anglophone.

Elle est issue d'un mouvement anarchiste très amorphe, dont la principale activité à l'échelle continentale consistait en des «rassemblements» presque annuels. Dans diverses villes des États-Unis et du Canada, les anarchistes se réunissaient, s'occupaient d'ateliers, parlaient les uns avec les autres, mangeaient de la nourriture végétarienne, jouaient ensemble, s'engageaient dans «des rites païens», et puis retournaient chez eux. Des décisions n'avaient pas été prises et des structures durables n'avaient pas été installées.

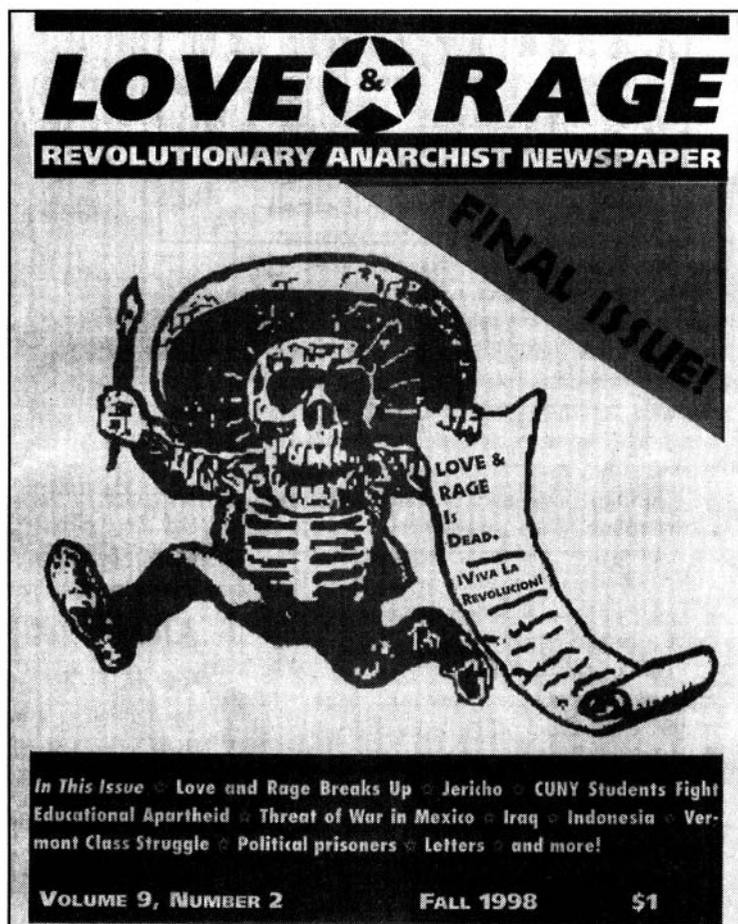
Dans ce milieu, une minorité lança un appel pour la création d'un journal anarchiste continental. Naturellement, il y avait déjà un nombre restreint de périodiques anarchistes, chacun exprimant les opinions de l'individu ou du petit groupe qui le publiait. L'idée était qu'un journal reflète les vues du groupe continental de sympathisants qui étaient prêts à participer à sa création et à sa distribution. Les défenseurs de ce «projet de journal» se sont bientôt rendu compte que ceci impliquait une certaine forme d'organisation.

Des gens de différentes tendances anarchistes se sont réunis pour établir la fédération L&R. Un rôle clé a été joué par un groupe de Minneapolis, Minnesota, qui se donnait pour nom Revolutionary Anarchist Bowling League (RABL ou «rabble», la plèbe). Un autre groupe provenait de l'ex Revolutionary Socialist League (RSL). C'était un groupe qui avait évolué du Trotskisme à l'Anarchisme. Le RSL

(dont j'étais membre) n'a jamais considéré le capitalisme d'État de l'union soviétique comme «un état ouvrier dégénéré», à la manière du Trotskisme orthodoxe. Il a interprété l'orthodoxie marxiste de la façon la plus libertaire possible, à la manière des écrits de Marx sur la commune de Paris ou de «L'État et la Révolution» de Lénine. Quand il est devenu impossible de continuer, le groupe s'est orienté vers l'anarchisme. Le RSL s'est officiellement dissout au moment de la fondation de L&R ; la plupart des ex-membres laissant la politique. Certains d'entre nous se sont impliqués dans la création de L&R et de son journal, qui s'appela également «Love and Rage».

L&R se distinguait de la majeure partie du mouvement anarchiste par quelques caractéristiques importantes. La première, cela va de soi, était l'idée selon laquelle les anarchistes devaient former

une organisation, et, de façon liée, publier un journal. Ces concepts étaient vigoureusement, pour ne pas dire brutalement, dénoncés par de nombreuses personnes dans le mouvement anarchiste. Un anarcho-syndicaliste relativement important est venu à la réunion de fondation seulement pour dénoncer l'idée de fonder une organisation. Les anarchistes-primitivistes de «Fifth Estate» ont dénoncé L&R dès le début. Beaucoup d'autres convenaient que c'était une erreur de la part des anarchistes de former des organisations ou, du moins, des organisations au-delà du niveau local. Il y avait une rumeur largement répandue



Le dernier numéro de Love & Rage

selon laquelle les ancienNEs membres de l'ex-RSL effectuaient une sorte d'infiltration Trotskiste dans le mouvement anarchiste afin d'en émerger avec une nouvelle et plus grande base léniniste. Vu le cours des événements, c'était tout à fait ironique.

Cependant, la question de l'organisation n'a jamais été tout à fait réglée. Il y avait une tension constante dans la fédération concernant jusqu'où nous pouvions aller dans son unification et sa coordination. Une large minorité de gens a rompu parce qu'elle voulait vraiment un «réseau lâche» et non une fédération plus coordonnée. Avec le temps, cette question a continué de poser problème. En raison de l'héritage décentralisé de L&R, les gens qui étaient désignés pour exécuter des tâches l'étaient sur la base de leur situation géographique et non pour des raisons politiques. Le comité continental qui prenait des décisions entre les conférences était sélectionné de cette façon. C'est ainsi qu'étaient choisis les gens composant le plus petit ensemble assurant la coordination entre les réunions de ce comité. Des personnes influentes ont souvent été laissées hors de ces groupes, dans l'espoir d'empêcher la formation d'un «leadership», mais au lieu de ça (naturellement), le vrai «leadership» a été maintenu de façon informelle et non démocratique. Les décisions éditoriales concernant le journal continental n'étaient prises par aucun groupe politiquement responsable, mais par l'équipe de production. Celle-ci était composée de personnes aléatoires qui étaient volontaires et qui vivaient dans la ville où le journal a été créé.

En même temps, L&R n'a jamais été une vraie fédération, parce qu'il n'y a jamais eu plus que quelques vrais groupes locaux. La plupart du temps il y avait environ 200 membres dispersés dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Il y avait quelques collectifs significatifs dans quelques villes et beaucoup d'individus qui étaient disposés à distribuer le journal.

En plus d'être pro-organisation, l'autre caractéristique distinctive de L&R était son ancrage à gauche. La fédération était pour les luttes des oppriméEs. Elle a supporté les luttes de libération nationales. Elle a supporté la libération des femmes, la libération Gay et Lesbienne, les luttes des prisonnierEs, des pauvres, de la jeunesse, et des Afro-AméricainEs. Ceci peut sembler évident, mais la grande partie du mouvement anarchiste le dénonçait comme étant

derniers rejetaient les luttes qui n'étaient pas des luttes de la classe ouvrière car ils considéraient que c'était des diversions.

Hormis cela, il y avait peu d'accord théorique parmi les membres de L&R et peu d'efforts pour développer un programme théorique. Leur théorie, ou programme, était quelque chose vaguement appelée, «anarchisme révolutionnaire». C'est-à-dire que nous étions des anarchistes qui étaient «pour» la révolution. Ceci nous distinguait des anarchistes pacifistes et des anarchistes réformistes sans plus de spécificité. L&R était contre le capitalisme mais ne s'engageait pas pour le «socialisme» qui a été associé à la propriété d'État. Il y avait différents points de vue sur d'autres questions, telle que la libération des Afro-Américains. Une minorité était pour le «Race Traitor program»: le racisme était la question principale aux États-Unis, tout le reste était secondaire, l'anarchiste blanc ne devait pas propager ses opinions dans la communauté afro-américaine. D'autres gens ont eu d'autres points de vue qui ont également tourné autour de semblables sentiments de culpabilité de libéraux blancs.

Le problème n'était pas vraiment telle ou telle opinion sur tel ou tel autre sujet particulier mais le manque de tentatives sérieuses d'étudier la théorie du passé et de la développer pour la pousser plus loin. Dès le début, les gens considéraient que toute tentative d'enraciner L&R dans la tradition anarchiste serait vieux jeu. Il n'y avait aucune lecture exigée pour tous les membres, ni groupes d'étude réguliers. Même vers la fin, les gens insistaient sur le fait que la théorie était quelque chose qu'ils développeraient hors de leur expérience. La théorie n'est finalement rien que la

AMOR Y RABIA
UN PERIODICO ANARQUISTA REVOLUCIONARIO

En este Número:
 ★ ¡Pro-Vida o Pro-Muerte?
 ★ El Paquetón de Zedillo
 ★ Redescubrir las fuentes de ser mujer
 ★ Política Demográfica

MEX \$3
USD \$1

¡ ABORTO LIBRE Y GRATUITO !
AÑO 2, NUMERO 2 MARZO/ABRIL 1995

La fédération a également publié un journal au Mexique, *Amor y Rabia*.

trop «à gauche». La gauche était perçue comme quelque chose de vieux jeu, dépassé. C'était la conception explicite des primitivistes. Même les anarchistes qui étaient consciemment gauchistes, tels que les anarcho-sindicalistes, beaucoup d'entre eux étaient pour les luttes ouvrières mais ne soutenaient pas les guerres de libération nationale. Un trop grand nombre de ces

codification de l'expérience de beaucoup de gens. Mais cette approche signifiait réinventer constamment la roue, et répéter les erreurs des générations précédentes. Cependant, il n'est pas étonnant que les anarchistes des États-Unis aient suivi l'empirisme et le pragmatisme brut de la culture politique des États-Unis.

L'organisation avait une liste empirique, une sorte «d'arbre de Noël», de bonnes causes qu'elle soutenait (comme la libération des femmes, la libération Gaie et Lesbienne, l'abolition de la prison, et ainsi de suite). Elle essayait d'établir un meilleur programme, plus long et plus approfondi. Pendant des années, lors des conférences, elle discutait des parties d'un programme amélioré. Mais ce processus était contradictoire. Avant que L&R se dissolve, le programme était encore inachevé.

Ron Tabor, un ex-membre de la vieille RSL, a essayé de faire un travail théorique sérieux. Il a cherché à repenser la signification du marxisme dans une perspective anarchiste. Tandis que sa brochure précédente, «A Look at Leninism», avait été largement distribuée, l'organisation a cessé d'éditer ses articles critiquant le marxisme dans le journal. Les gens n'étaient simplement pas assez intéressés, disaient-ils.

Néanmoins, un bon travail a été effectué. Un petit nombre de vrais collectifs ont existé et ont été liés les uns aux autres dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Un réel effort a été fourni pour supporter un groupe mexicain en produisant un journal et de la littérature espagnole. Nous avons organisé

un important soutien états-unien pour la rébellion Zapatiste (bien que politiquement ceci n'ait pas été plus loin que le fait d'être des «cheerleaders» radicaux, au lieu de discuter des possibilités d'une révolution mexicaine). Un journal anarchiste continental a été produit pendant neuf ans, sur une base plus ou moins mensuelle. Quelques activités ont été effectuées à l'échelle de la fédération, comme participer à plusieurs manifestations nationales aux États-Unis.

Cependant, dès le début, il y avait certains aspects non démocratiques dans ce que les membres entendaient par «anarchisme révolutionnaire». L'un d'entre eux était la sympathie largement répandue pour les mouvements de type Léniniste-Staliniste des années 60 et 70. Beaucoup de membres admiraient le «Weatherpeople», la faction armée rouge allemande, «The Black Liberation Army», et d'autres groupes qui ont voulu créer des dictatures révolutionnaires au-dessus de la masse des gens. Le tout dernier numéro de L&R a inclus un article très favorable concernant des membres emprisonnés du «Weatherpeople», intitulé «Ennemis de l'État». «Ennemis de cet État, amis d'un nouvel État» aurait été plus approprié.

L'autre faiblesse non démocratique était le manque d'intérêt ou le manque d'orientation vers la classe ouvrière nord-américaine. Au mieux, le fait que certains d'entre nous étaient intéressés par les ouvriers en tant qu'ouvriers était accepté de façon descendante. Comme me l'a dit un membre influent, les ouvriers ne s'identifient pas comme ouvriers. Quand une importante

grève étudiante a éclaté dans les universités publiques de New York City, nos membres ont effectué un excellent travail en l'organisant et en la menant (de façon non autoritaire). Mais ils ont ricané à l'idée d'orienter la lutte étudiante vers les travailleurs (qui luttaient alors également contre le gouvernement de la ville sur des problèmes comparables).

Plus tard, nos membres de Détroit sont devenus impliqués dans le travail de soutien en faveur des ouvriers grévistes de la presse. Ces membres avaient diffusé un tract soulevant l'idée de la grève générale. Les gens de L&R à New York n'ont pas voulu en parler dans le journal continental. Un membre a demandé si la «grève générale» était une «idée de Trotskiste», ainsi peu d'entre eux connaissaient l'histoire de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme.

Au bout du compte, le mépris pour les ouvriers, leurs organisations (syndicats), et leurs luttes, est non démocratique. Il mène à l'idée qu'un petit groupe de jeunes radicaux, des étudiants d'université et d'ex-étudiants issus de la bourgeoisie pour la plupart, peut transformer la société lui-même, sans être profondément ancré dans la classe ouvrière et les groupes opprimés de la société. Ce point de vue est conforme au Stalinisme radical.

Un conflit final a éclaté pendant les deux dernières années de L&R. Chris Day, un fondateur, et un membre influent (c'est-à-dire un leader), avait conclu qu'il était temps d'abandonner l'anarchisme. Il disait aux gens, de façon informelle, que nous avions atteint les limites du «milieu» anarchiste et qu'il était temps de bouger. Il a écrit un article sur «l'échec historique de l'anarchisme», soulignant les faiblesses de l'anarchisme en matière de programme. Il a déclaré qu'aucune révolution ne pourrait réussir sans une armée régulière et un état révolutionnaire centralisé. Un groupe s'est formé autour de lui, composé en particulier de personnes qui n'avaient jamais eu à choisir entre l'anarchisme et le marxisme autoritaire. Bien que Chris ait soudainement découvert la valeur de la classe ouvrière internationale, son marxisme nouvellement découvert n'était pas de n'importe quelles tendances libertaires ou humanistes (autonomes, communisme de conseil, CLR James, Eric Fromm, Hal Draper, etc.). C'était du Maoïsme, une version des plus Staliniste, des plus autoritaire.

Un nombre restreint d'entre nous a commencé à résister, d'abord en écrivant des contre articles. Nous étions pour la plupart, mais pas tous, d'anciens membres de RSL, souvent plus âgés que le membre moyen. Ce qui nous dérangeait et nous embrouillait était que la plupart des membres de L&R ne réagissaient pas au conflit. Ils restaient en dehors. Cette absence de réaction a été favorisée par la manœuvre de Chris qui,



rarement, n'a affirmé franchement qu'il avait rejeté l'anarchisme. Au lieu de cela, lui et son groupe tournaient autour du pot. Ils faisaient des allusions, puis des démentis, prenaient position, puis se retiraient. Si des gens voulaient ignorer la question, la tâche leur a été facilitée. Nous, qui affirmions qu'il y avait une crise, avons été traités comme des fauteurs de troubles.

Comme nous l'avons vu, l'enjeu était le rejet de l'anarchisme pour le Marxisme-Léninisme-Maoïsme. Nous avons été accusés d'être dogmatiques, de ne pas être suffisamment actifs, d'être des provocateurs, d'avoir tort sur toutes les autres questions et ainsi de suite. Il y a un mythe dans le mouvement anarchiste actuel selon lequel L&R s'est effondré en raison de ses faiblesses au sujet de la question de la libération des Afro-américainEs. Celle-ci n'a jamais été l'objet d'un conflit important à l'intérieur de l'organisation, bien que peut-être il aurait du avoir lieu. Cette question a pris de l'importance à la dernière minute, le défenseur principal de la politique de «Race Traitor» faisant bloc avec la faction maoïste. Mais cela n'avait jamais été l'enjeu du combat de cette faction, cet enjeu était le maoïsme contre l'anarchisme. Derrière le combat et puis l'effondrement de «LOVE AND RAGE» se cachaient de plus larges tendances historiques. À l'époque où L&R se dissolvait, notre section mexicaine s'est également séparée. Le réseau Québécois qui avait publié le journal anarchiste *Démanarchie* s'est décomposée. Le groupe britannique, «Class War Federation», s'est aussi dissout. Bien qu'il y avait des enjeux spécifiques dans chaque cas, chacun d'eux subissait la longue accalmie dans le mouvement plus large. Les gens étaient découragés. Quoi qu'il en soit, dans notre cas, les gens ont recherché une alternative. Le marxisme avait été discrédité par l'effondrement de l'Union-Soviétique et le virage officiel pro-marché de la Chine. Mais, à la différence de l'anarchisme, il gardait toujours l'attraction de l'histoire de ses révolutions et de sa vaste quantité de travail théorique. C'était (et c'est toujours) un vrai pôle d'attraction pour beaucoup de gens.

L&R a eu une brève réunion pour dissoudre formellement la fédération. Le groupe maoïste, et ceux qu'il avait attiré, formèrent Fire by Night pour une courte période. Bientôt ils devaient se dissoudre dans la mouvance léniniste. Notre groupe a

créé la revue anarchiste «The Utopian» (voir www.utopianmag.com). Par ailleurs, les individus ont continué à s'engager dans diverses tendances du mouvement anarchiste. Dans les deux à trois ans qui ont suivi la dissolution de L&R, il y a eu une grande reprise dans le mouvement anarchiste, mais pas de fédération anarchiste continentale pour y participer.

Les leçons de la Fédération Love and Rage

Quand je réfléchis bien à mon expérience dans L&R (ainsi qu'à mes expériences antérieures), je parviens à ces trois conclusions principales :

(1) Il y a un besoin d'équilibrer l'activisme et la théorie. Un programme d'activistes a besoin d'être basé sur une théorie du monde, qu'est ce qui est responsable de l'oppression, que signifie libération, quels secteurs de la société peuvent mettre fin à l'oppression, et que pouvons nous faire pour les aider à aller vers la libération. Non pas que tous les membres d'une fédération anarchiste doivent être totalement en accord avec les mêmes idées, mais il y a besoin d'un noyau de membres qui ont une approche commune.

Ce qui ne veut pas dire que nous ne pouvons rien faire sans une théorie mature. Au contraire des Marxistes, nous n'avons pas un ensemble de livres sacrés dans lesquels on apprend. Mais tout en participant aux luttes, les anarchistes devraient simultanément travailler sur la théorie. Il devrait y avoir des groupes d'études, un ensemble de lectures communes, et un journal théorique plein de vie.

(2) Il y a un besoin d'avoir une orientation vers la classe ouvrière. Pas seulement pour des raisons théoriques mais pour des raisons stratégiques. Il n'y a pas d'autres groupes opprimés qui possèdent potentiellement l'aptitude à mettre fin à la société capitaliste--et à la relancer de nouveau. Seuls les travailleurs, en tant que travailleurs, peuvent le faire. Aucun autre groupe n'est opprimé au cœur du processus de production ou n'a son propre intérêt à créer une société sans classe. C'était l'éclairage de l'anarcho-syndicalisme.

Les anarchistes doivent continuer à participer et à défendre les luttes des femmes, des Gays et des Lesbiennes, des gens de couleurs et des peuples opprimés. Leur

oppression est aussi réelle que celle des travailleurs. Leurs mouvements sont essentiels à la libération. Mais de la même manière que leurs problèmes doivent être soulevés dans la lutte de classe, la lutte de classe doit être soulevée dans ces mouvements.

(3) Il y a un besoin pour une organisation démocratique d'anarchistes révolutionnaires--si nous ne voulons pas (une fois de plus) nous faire organiser par les Marxistes. Il ne peut y avoir aucune structure abstraite préétablie pour une telle organisation, exceptée qu'elle soit démocratique. Tout dépend des circonstances. Le principe est qu'elle devrait être aussi décentralisée et aussi directement démocratique que possible mais pas plus centralisée et pas plus coordonnée que le minimum requis. Ce n'est pas un parti, qui est une organisation pour prendre le pouvoir (par les élections ou par le contrôle de la révolution). C'est un instrument pour participer aux luttes populaires et pour encourager les gens à se prendre en charge. Une organisation anarchiste est une partie du processus de l'auto-organisation populaire, pas son contraire. Mais, ainsi que le mentionne la Plateforme Organisationnelle des Communistes Libertaires, elle a besoin de quelques personnes choisies par les membres. Elles devraient être élues sur la base de leurs politiques, pas de leur personnalité ou de l'endroit où elles vivent. Je crois qu'il est essentiel pour un tel groupe, démocratique et programmatique, d'être élu pour surveiller les publications, et autres littératures, aussi bien que pour faire une certaine quantité minimale de coordination et de réagir aux urgences.

Tous ces points sont controversés parmi les anarchistes. Mais j'ai vu trop souvent, la victoire des autoritaires, des étatistes et des Marxistes, sur les anarchistes et les socialistes libertaires. Nous avons la chance de changer cette affreuse histoire, si nous y sommes préparés.

Wayne Price

Septembre 2001

Wayne fut membre de la Revolutionary Socialist League, puis de Love and Rage et milita actuellement dans la NEFAC, à New York.

15
no 1
Ruptures

Où est-ce qu'on va maintenant?

Après la Bataille de Québec, plusieurs se demandent: «qu'est-ce qu'on fait maintenant?». Ne serait-il pas temps de trouver des moyens pour confronter les nombreuses critiques amenées contre le «mouvement»?

Développer une stratégie révolutionnaire sera crucial pour tout mouvement révolutionnaire significatif. En fait, c'est probablement ça, et la pratique qui s'y greffera, qui déterminera l'utilité de ce mouvement et éventuellement s'il grossit ou s'il stagne.

À notre avis, une telle stratégie ne peut venir que d'une analyse matérialiste du système dans lequel nous vivons et de nos expériences à le confronter. Une telle stratégie doit être définie collectivement.

sion de classe dans le capitalisme et qu'aucune lutte n'était «secondaire», elle a aussi contribué, en introduisant l'approche des «lutttes spécifiques», à tuer l'idée d'une lutte totale et celle d'un «sujet révolutionnaire». Il semble aujourd'hui que personne n'ait de compréhension totale, ou ne serait-ce qu'une théorie générale cohérente, du système contre lequel nous nous battons. En fait, la théorie et la pratique de notre mouvement ressemble plus ou moins à une «liste d'épicerie».

Maintenant, comment pouvons nous défier (et éventuellement renverser) leur pouvoir? Peut-être pourrions-nous commencer par essayer de voir comment on peut rompre l'emprise de leur hégémonie idéologique et comment on peut s'arranger pour convaincre le reste des gens qu'ils exploitent et oppriment de se rebeller avec nous contre eux?

Vous n'avez jamais entendu parler d'un mot de 6 lettres? Vous savez, ce petit mot qu'on épelle «CLASSE»? Pour des gens qui veulent changer le monde, ce petit mot est important, même si ce n'est pas politiquement correct d'en parler et si ça fait vieux jeu. Toute stratégie qui veut renverser le capitalisme et construire le communisme libertaire à la place et qui ne commence pas par «classes» est une stratégie vouée à la faillite.

Qui a le pouvoir de changer le système? Qui a le pouvoir de s'emparer de l'économie, de détruire le capitalisme et de construire une communauté autogérée, directement démocratique à la place? Qui sinon le vieux «prolétariat» pris dans son sens large, c'est à dire touTEs les «non-possédantEs» et touTEs les «dirigéEs» et «administréEs» de ce monde?

Les gens ont raison de pointer en direction d'une stratégie de «pouvoir dual». Dans une société de classe, et l'Amérique du Nord est toujours une société de classe, développer une stratégie autour de l'idée de «pouvoir dual» implique de construire une force de classe, le camp prolétarien, pour s'opposer au pouvoir existant (la classe dirigeante).

Bien entendu, nous savons que le prolétariat contemporain est démoralisé, désorganisé et parfois même réactionnaire. En fait, il ne sait souvent même pas qu'il existe! Il y a beaucoup de prolos (c'est à dire des gens qui se font bosser et n'ont que leur force de travail à vendre pour survivre et qui le savent) mais pas de prolétariat. Bien que cette classe puisse exister objectivement, elle n'existe pas subjectivement. En d'autres mots, il n'y a pas en ce moment de sentiment de classe qui permettrait au pro-



Nous avons face à nous un système intégré d'oppressions qui est construit autour de différentes parties (comme par exemple le principe autoritaire et l'étatisme, le patriarcat et la réification sociale, le nationalisme et le racisme, l'esclavage salarié et l'économie de marché) qui ensemble nous exploitent, nous aliènent et nous oppriment ainsi que le monde nous entourant. De ce qu'on en comprend, le système est dynamique et non statique et s'est révélé très habile à récupérer les défis partiels.

Si nous recommençons à penser de façon critique à notre situation, nous devons nous poser quelques questions. En premier lieu: «à qui profite le crime?», ou comme la police le demande souvent dans les manifs avant de nous asperger de poivre, «qui est responsable?». Si nous savions à qui profite le système contre lequel nous en avons et qui le dirige, peut-être serait-il plus facile de développer une stratégie révolutionnaire?

Nous pensons que n'importe quel regard honnête sur la situation va pointer vers un groupe de gens relativement petit, ceux et celles que nous, les communistes libertaires de la vieille école, appelons la classe dirigeante (les patronNEs et les politicienNEs) et leurs laquais (les technocrates et les dirigeantEs des compagnies).

Alors qu'un des bons points de la première «nouvelle gauche» fut de souligner qu'il y avait plus que l'oppres-

létariat d'agir de façon autonome en fonction de ses propres intérêts. Pourtant, la seule façon d'aller là où nous voulons aller, à moins de se raconter des histoires, est de construire cette force de classe. Mais comment faire pour y arriver?

Tout mouvement révolutionnaire, toute force de classe, devra confronter le système dans son ensemble pour le renverser d'un coup et pour toujours s'il ne veut pas que ce dernier lui tombe dessus et le suffoque. Considérant le rôle central que joue le patriarcat dans le système contemporain (la reproduction «gratuite» de la force de travail, l'introduction de la réification et de l'autorité dans la sphère sociale, la négation de l'individu, l'oppression de la moitié de l'humanité, etc.), nous pensons qu'il est essentiel de le confronter. C'est la même chose pour le reste des parties du système. Chaque division, chaque oppression, considérant qu'elle peut être la base d'un retour à un système de classe (sans parler du fait que nous ne pouvons tolérer l'oppression, même si nous ne la vivons pas personnellement), doit être défiée par tous pour éventuellement être détruite.

Le rôle de l'organisation révolutionnaire est de faire le lien entre toutes les «lutttes spécifiques» en montrant ce qui, dans chaque révolte particulière, peut être généralisé de façon à ce que toutes les «lutttes spécifiques» se fédèrent en une seule lutte sociale générale. Nous devons nous assurer que chacunE comprenne qu'une attaque contre l'un ou l'une d'entre nous est une attaque contre touTEs. Dans ce contexte, la défense du droit à l'avortement, par exemple, n'est plus défensive mais offensive: elle participe à une lutte générale pour asseoir notre autonomie et se réapproprier ce qui nous revient de droit (tout!). Ce n'est pas seulement une question féministe (ou même une «question femme»), mais également une question de classe et une question anticariste.

Mais encore, comment construit-on cette «force de classe»? Une façon de commencer, c'est d'identifier où les différentes forces d'oppression convergent. Quelles causes offrent les meilleures opportunités de généralisation? Nous pensons qu'il faut identifier les possibilités de rapprochement et travailler là-dessus.

La guerre globale contre les pauvres, c'est à dire le néolibéralisme et la globalisation capitaliste, est sans aucun doute un bon point de départ. Des diktats de la Banque

en posant la question du pouvoir tout en offrant des possibilités de radicalisation. Nous parlons ici d'organisations communautaires de classe, dont l'action serait basée sur une stratégie de conflit. Les enjeux sont tout autour de nous: la réforme de l'aide sociale, le contrôle de son corps (et de ses fonctions reproductrices), la criminalisation de la pauvreté, les sweatshops, le travail précaire, la syndicalisation, le logement social, etc...

Nous ne pensons pas qu'une organisation révolutionnaire soit l'outil adéquat pour mener ces luttes. Nous avons besoins d'organisations larges, radicales mais ouvertes à tout un chacun pour faire ça. Cependant, nous avons également besoin d'organisations où les militantEs révolutionnaires peuvent partager des expériences et s'organiser pour la bataille des idées.

À la NEFAC, nous pensons que le travail peut être grosso modo divisé en trois parties différentes: l'étude et le développement théorique, l'agitation et la propagande anarchiste et l'intervention dans les luttes de notre classe. Pour nous, à la base, la stratégie d'une organisation révolutionnaire (c'est-à-dire une organisation de révolutionnaires) est de radicaliser les luttes et de mener la bataille des idées libertaires contre les idées autoritaires. Nous pensons que l'organisation doit être un point de ralliement pour les militantEs sur la même longueur d'onde pour qu'ils et elles n'aient pas besoin de fuir les léninistes (et les autres courants politiques) mais puisse les confronter et gagner le débat sur l'autonomie des mouvements sociaux.

NEFAC

[N.B. : une première version de ce texte a déjà été publiée dans le numéro 2 de la revue *Northeastern Anarchist*, qui contenait, entre autre, un dossier sur «La Bataille de Québec». *Northeastern Anarchist*, P.O. Box 230685, Boston, MA 02123, USA. Abonnement 15\$ US pour 4 numéros, international ajouter 3\$. L'exemplaire est vendu à 4\$ US, 5\$ canadien.]



Mondiale aux coupures dans les programmes sociaux, de la délocalisation de la production au cassage de syndicats, de la construction massive de prisons à l'introduction d'une gestion globale de la pauvreté: les liens sont clairs. Nous sommes en face d'une guerre de classe menée contre chacunE d'entre nous. Nous pouvons prendre n'importe quelle lutte spécifique et la lier à une question globale. Cette guerre affecte toutes les communautés: puisqu'elle pose la question de la distribution inégale de la richesse et du pouvoir, elle offre une opportunité assez large de radicalisation.

Mais par où commencer? Que ce soit au lit ou en politique, nous sommes contre la position du missionnaire. Cela suppose que nous devons d'abord savoir qui nous sommes, où nous vivons, étudions et travaillons et COMMENCER A PARTIR DE LÀ. Nous devrions nous organiser autour d'enjeux quotidiens nous touchant directement

DES RUINES DU DÉVELOPPEMENT, NAÎT LA RÉVOLTE

À Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Granby, des groupes s'organisent afin de résister au système capitaliste et à l'État. À Toronto et dans plusieurs autres villes ontariennes, l'OCAP, l'Ontario Coalition Against Poverty, continue la lutte au gouvernement conservateur de Mike Harris, à la croisade dirigée par la bourgeoisie contre les autochtones, les pauvres, les travailleurs et travailleuses. Pour en finir pour de bon avec ce système injuste, destructeur et inhumain, il importe de créer un mouvement révolutionnaire, de s'organiser entre nous, de reprendre le contrôle sur nos vies. Il faut non simplement s'organiser dans une perspective de lutte, de négation même de l'autorité, mais également pour arriver à l'autogestion, à la mise en commun des modes de production et des fruits du travail, tant dans les villes que dans les campagnes. Or, on ne parle guère à savoir comment, dans les milieux ruraux, les gens s'organisent pour résister aux assauts de l'agro-business, à la destruction des campagnes et des forêts au nom du profit.

Pourtant, la lutte révolutionnaire ne devrait pas se concentrer qu'aux seuls milieux urbains et industrialisés. L'idéal libertaire doit aussi gagner la campagne afin que la révolution ne soit pas que le fait des ouvriers et ouvrières mais aussi des paysans et paysannes. La révolution sociale ne saurait perdurer sans l'apport des communautés rurales, sans la reprise de la terre par ceux et celles qui la travaillent. Historiquement, nombreuses ont été les révolutions qui ont pris naissance en ville pour ensuite gagner la campagne. Les grands changements sociaux de l'histoire ont toujours été accompagnés de réformes agraires, conditionnant nos rapports avec la nature et nos modes de vie. Dans les périodes tumultueuses, il y a eu au sein de la paysannerie, des gens prêts à s'organiser entre eux pour supprimer les privilèges des seigneurs et abattre les structures sociales

hiérarchisées, sources de leur misère. On peut citer en exemple les révolutions russe et espagnole, dont les idées ont su parcourir les campagnes entraînant le soulèvement des paysans et paysannes exploités.

Toutefois, d'autres mouvements révolutionnaires ont pris naissance dans les campagnes, pour ensuite gagner les centres urbains. Bon nombre des révolutions d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est ont été le fait de paysanNEs et de quelques intellectuels guerrilleros. Le 1er janvier 1994, au Chiapas, un mouvement insurrectionnel, principalement composé de paysanNEs indigènes, sortit du maquis et s'empara de plusieurs villes de cet État du sud du Mexique. L'armée zapatiste, l'EZLN, pris les armes contre les classes dirigeantes qui, depuis la colonisation européenne de l'Amérique, mènent une

guerre sans merci contre les communautés mayas, zapotèques et autres (1). Les zapatistes et d'autres organisations paysannes indigènes revendiquent le droit à l'autodétermination, à l'autogestion de la terre et de leurs communautés. La reconnaissance même de ces droits fait obstacle aux projets de développement du président Fox, aux intérêts des propriétaires fonciers et des multinationales américaines (complexes pétrolier, minier et agro-industriel).

Les Accords de San Andrés, entre l'EZLN et le Gouvernement mexicain, ont depuis été abandonnés (2). Le 18 juillet 2001, le Congrès mexicain a ratifié la Loi indigène, qui «assujettit désormais l'exercice des coutumes autochtones à l'approbation des législatures d'État et abolit les protections du régime de propriété communale indigène» (3). De plus, le Président Fox vient de signer avec ses voisins le Plan Puebla-Panama, le PPP, qui selon lui sera «la pièce maîtresse du Mexique dans la ZLÉA». Celui-ci prévoit la construction du corridor Trans-Isthmus : une autoroute privée à quatre voies, doublée d'une voie ferroviaire, reliées aux ports de Salina Cruz et de Coatzacoalcos, ainsi qu'à un vaste réseau de voies secondaires, permettant ainsi la liaison commerciale entre l'Océan pacifique et le Golfe du Mexique (4). Le PPP va surtout permettre l'exploitation de ressources naturelles, en plein cœur des territoires

1) La majeure partie des colones zapatistes se disent magonistes, du nom de Ricardo Flores Magon, un militant anarchiste qui a influencé les paysanNEs indigènes dans leur lutte contre les seigneurs de la terre.

2) Les Accords reconnaissent aux autochtones le droit à l'autodétermination, à l'autogestion des ressources et à une organisation sociale qui leur est propre.

3) Afin d'adopter cette loi le plus tôt possible, le parti du Président Vicente Fox, le PAN (Parti de l'Action nationale) s'est allié au Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI.

4) L'Isthme de Tehuantepec est le point de passage le plus étroit (350 Km) entre les océans atlantique et pacifique au nord du canal de Panama, qui a atteint sa capacité maximale d'achalandage et qui ne peut permettre le passage des navires de nouvelle génération.

5) Les États du sud regorgent de pétrole, de gaz, d'uranium, de titane, de cuivre, de forêts et d'eau (45% du potentiel hydroélectrique du Mexique). Avec la ZLÉA et le PPP, ces ressources seront désormais à la portée des investisseurs. Avec le PPP, le Président Fox et les États-Unis ont l'intention de faciliter le travail des multinationales dans la région en privatisant les infrastructures (ports, aéroports et routes), la terre et les ressources naturelles, notamment l'hydroélectricité et les réserves d'hydrocarbures, présentement détenues par la société pétrolière nationale, Pemex. Les États d'Oaxaca et du Chiapas sont les éléments essentiels du Mexique dans le programme énergétique continental imposé par les États-Unis. On veut également favoriser le déploiement de l'agro-business, notamment de l'industrie céréalière, au détriment de la paysannerie indigène, qui pratique la culture du maïs à des fins d'autosubsistance, non commerciales.

autochtones par la création de cinq corridors «écologiques» (5). On veut également y installer 92 maquilladoras.

La stratégie des gouvernements mexicain et américain repose avant tout sur la remilitarisation dans la région. L'armée mexicaine est déployée à travers les États du sud et 12 000 soldats américains sont en réserve au Guatemala, près de la frontière mexicaine. Au Chiapas, les paysannes sont constamment victimes de harcèlement de la part des militaires mexicains et des forces paramilitaires de droite. Des paysannes sont tués, battus, d'autres sont menacés de mort et ont vu leur maisons et fermes détruites. Selon plusieurs militantes locales, l'État mexicain veut ainsi provoquer la migration des paysannes déposés vers les villes, pour qu'ils aillent travailler dans les maquilladoras, pour ceux-là même qui dirigent la présente guerre. Avec les récentes attaques de l'État, des paramilitaires et des multinationales, le mouvement insurrectionnel pourrait s'étendre dans les États voisins du Chiapas. La guerre entre les classes sociales, entre les paysannes indigènes et l'État capitaliste, n'est pas terminée.

La résistance paysanne ne prend pas toujours la forme de mouvements populaires armés et organisés, comme au Chiapas. Elle se fait également par des actions quotidiennes, comme le sabotage, le vol et le refus de collaborer avec la classe bourgeoise agraire. En Malaysia, lorsque les capitalistes ont introduit les moissonneuses-batteuses dans les rizières dans les années 1980, certains paysannes s'en sont pris à celles-ci et à leurs propriétaires, car cela détruisait leur travail.

Il serait important de voir comment les gens s'organisent ici, dans les campagnes du Québec, de connaître leur réalité.

La lutte au complexe agro-industriel, à la destruction de l'environnement

Au Québec, la concentration du capital foncier se poursuit. Le capitalisme impose le productivisme et la concentration des opérations dans les campagnes. De nombreuses fermes sont en fait de véritables entreprises, si bien qu'on ne peut même plus appeler cela de l'agriculture. Dans ce système, les petits paysans sont marginalisés. L'aménagement capitaliste a complètement transformé le paysage rural. La

monoculture et la standardisation des semences servent avant tout les intérêts des multinationales qui déclarent ne répondre qu'aux besoins des agriculteurs, en somme les gros producteurs laitiers, de volailles et les industries porcine et bovine. À certains endroits, les fermes de petite et moyenne tailles sont désormais la propriété d'entreprises agricoles, qui ont racheté leurs terres et leurs quotas afin d'augmenter leurs propres capacités de production. Engrais chimiques et pesticides sont utilisés intensivement, entraînant de graves problèmes pour l'environnement. À l'instar des villes, c'est la course à la productivité.

Sur ces vastes domaines, la classe bourgeoise agraire exploite de nombreux et nombreuses salariéEs. En Montérégie, de nombreux producteurs maraîchers font venir des centaines d'ouvriers et d'ouvrières du Mexique pour la préparation, l'entretien et la récolte, à un moindre coût. Ces personnes travaillent dans les champs, dix heures par jour, au salaire minimum. Exploités ici, comme là-bas, ces gens trouvent le courage de continuer, et ce afin d'envoyer un peu d'argent à leur famille. C'est le cas de bon nombre de ces travailleurs et travailleuses nomades, qui fuient le terrorisme économique, dont ils sont la cible.

Un vaste complexe agro-industriel règne sur les campagnes au Québec. Agropur (Natrel), la Coopérative fédérée, propriétaire d'Olymel-Flamingo, Lactantia, Ménard et fils, etc. ne sont que de vastes entreprises qui s'approprient la terre et les équipements à la sueur des salariéEs, des agriculteurs et agricultrices. Tout aspect coopératif a définitivement disparu au profit d'une gestion centralisée et autoritaire. Elles contrôlent tout, de la production jusqu'à la commercialisation. Aujourd'hui, la majorité de la production céréalière provient d'OGM, développés par l'industrie agro-chimique et les centres de recherche universitaires. Les firmes multi-



Pesticides agricoles poisons - 18 ans et plus!

nationales comme Dekalb Canada (Monsanto), Novartis, Cargill, Pioneer, Sur-Gain, etc. exercent un contrôle de plus en plus total sur l'agriculture, ne serait-ce que par leur monopole sur le marché des semences et des grains. L'agro-business, grâce à son puissant lobby, a non seulement l'appui du gouvernement québécois, mais également le soutien tacite de l'organisation qui est censée représenter les agriculteurs, l'Union des Producteurs Agricoles du Québec, l'UPA.

Toutefois, de petits paysans s'organisent et résistent à leur façon. Certains ont fait la transition vers l'agriculture biologique, à petite échelle. En pratiquant une agriculture qui respecte les limites de l'environnement, ils refusent de participer à la destruction des campagnes. Des réseaux d'agriculture soutenus par la communauté, relativement autonomes, ont aussi été créés. C'est notamment le cas du réseau Équiterre. Il s'agit encore d'un rapport marchand entre producteur et consommateur, mais on peut néanmoins y acheter des légumes biologiques directement de la ferme, sans intermédiaire, sans Métro, Provigo, Loblaw, etc.

De nombreuses personnes se sont engagées dans la lutte militante et ont créé des réseaux d'action contre l'agro-business, plus spécialement contre l'industrie porcine. Le groupe STOPPP, de Pintendre, est un exemple de villageois qui se sont approprié l'espace public pour dire non à l'installation de mégaporcheres dans leur communauté. Le

Mouvement Vert Mauricie, un groupe écologiste, a fait de même si bien que des projets d'installation ont été arrêtés dans leur région. Dans les régions, spécialement en Montérégie, en Beauce et en Mauricie, le développement des mégaporcheres est un véritable problème pour l'environnement. Alors que 80% de la production porcine est exportée à l'étranger, principalement en Asie et aux États-Unis, 100% du purin reste ici, étendu dans les champs de céréales (6), pour se répandre ensuite dans les cours d'eau, contaminant sérieusement les sols et les rivières. Sans compter la pollution de l'air et les problèmes d'émanations de méthane, causées par le purin. La lutte aux mégaporcheres n'est qu'un exemple, parmi tant d'autres, de gens qui se sont regroupés afin de s'opposer à la destruction de leur milieu de vie.

À l'échelle provinciale, des gens ont créé l'Union paysanne du Québec, en opposition à l'UPA et à la relation incestueuse qu'elle entretient avec l'agro-business. Monsanto, Novartis, etc., par l'entremise de leurs filiales canadiennes, siègent à l'UPA, au sein de l'association des marchands de semences du Québec. L'Union paysanne a été créée sur le modèle de la Confédération paysanne, en France, dont la lutte est incarnée par le très médiatisé José Bové. En lien avec l'Union paysanne, le réseau Sauvez nos Campagnes fait la promotion de l'agriculture biologique, non-industrielle. Aux audiences publiques sur l'environnement (BAPE), ils ont exposé les problèmes de pollution causés par l'agro-industrie. Il ne s'agit pas de groupes révolutionnaires, mais avant tout d'organisations qui mènent des luttes spécifiques ou qui ont pour objectif la rappropriation des campagnes par la paysannerie. Elles ont le mérite d'avoir su créer un débat là où il n'y en avait point.

Précédant la tenue du Sommet des Amériques, de nombreuses organisations paysannes et des militantEs engagéEs dans différents groupes ont mené une campagne d'information sur les conséquences de la production agro-industrielle pour la paysannerie et l'environnement, à travers toutes les Amériques. Le mouvement des Sans Terre (Brésil), le Forum Americana Indigenismo, le Northeast Resistance Against Genetic Engineering, etc. sont tous venus à Québec. Durant le Sommet, ils ont orga-

nisé une bouffe populaire, ils ont pris la rue, manifestant leur opposition au capital et à l'État policier. Dans l'agitation populaire, des drapeaux noir et vert ont flotté sur la ville de Québec, les militantEs écoanarchistes passant à l'action directe contre le pouvoir et ses symboles.

Quelle peut être l'une des stratégies, pour nous, militantEs anti-autoritaires, et ce, dans l'objectif de voir un mouvement révolutionnaire émerger, non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes? Comment aller au-delà du symbolisme, et tenter de réaliser, à tout de moins, un esprit de communauté et de solidarité entre la ville et la campagne? Je n'ai pas de réponses absolues, mais nous pourrions au moins participer aux luttes paysannes, dans une perspective de radicalisation du conflit qui les oppose à l'agro-business et à l'État. Car dans la guerre contre la paysannerie, l'industrie agroalimentaire bénéficie d'un support total de l'État, et au Chiapas comme dans d'autres coins du monde, elle dispose même de ses moyens les plus coercitifs: la police, l'armée et les forces paramilitaires.

En Bolivie, les militantEs anarchistes des Jeunesses libertaires ont participé à la lutte des paysanNEs et des petits producteurs de coca contre le gouvernement du Président Banzer, les Banques, et le Fonds monétaire international (FMI). En coordonnant leurs actions, les paysanNEs et les militantEs ont réussi à paralyser le pays tout entier. Des routes ont été bloquées, des occupations ont eu lieu dans plusieurs endroits, si bien que la Bolivie est présentement au bord de l'insurrection. Par cela, les gens ont réussi à empêcher la privatisation de l'eau, ainsi que l'application d'autres politiques néolibérales. La Bolivie n'est qu'un exemple, parmi d'autres, où des gens mènent la lutte de classe contre les élites, refusant les diktats de l'économie capitaliste imposés par le FMI et la Banque mondiale. Il ne faut pas se surprendre que lorsqu'on attaque la population, une partie de celle-ci cherchera toujours à se défendre. La sujétion à ce système injuste ne serait être totale.

Vers la création de communes libres

Suite à la révolution d'Octobre, un jeune anarchiste, fils de paysans pauvres, du nom de Nestor Makhno, participa à l'organisation sociale de la paysannerie dans le sud de l'Ukraine. Contre le régime de droite

instauré par les armées autrichienne et allemande, les paysanNEs s'organisèrent socialement et militairement, si bien que les forces impérialistes et réactionnaires durent s'avouer vaincues. En même temps qu'ils firent la guerre aux Blancs, les paysanNEs mirent la terre en commun. Chaque guérillero était paysanNE, chaque paysanNE était guérillero. Malheureusement, la makhnovstchina fut par la suite écrasée par les communistes autoritaires, les bolchéviques. Néanmoins, elle restera toujours un symbole de lutte et d'espoir, de la possibilité de s'organiser librement, sans patrons ni partis.

Aujourd'hui au Canada, principalement sur la côte Ouest, il existe de nombreuses communes libertaires. Dans bien des cas, il s'agit de militantEs écoanarchistes, qui tout en étant directement engagés dans la lutte de classe, ont décidé d'organiser de petites communes. La terre et les fruits du travail de chacun y sont mis en commun. Les gens s'organisent, créent cet esprit de communauté, tout en continuant la lutte au capital et à l'État. Ils ont créé leur propres réseaux d'information et d'action directe. Bien qu'ils ne s'agissent pour l'instant, que de microsociétés, qu'ont soit encore loin de la révolution sociale, ces projets autonomes nous démontrent toutefois qu'il est possible d'organiser la société sur des bases libertaires et égalitaires.

El bolo

Références:

Daniel Guérin. *Ni Dieu, Ni Maître. Anthologie de l'anarchisme. Tome I et II. Paris, La découverte*

Denise Proulx. *Au Mexique, l'autoroute mène à la guerre. Recto-Verso, no. 292, sept.-oct. 2001.*

James Scott. *Weapons of the Weak: Everyday forms of Peasant Resistance. New Haven, Yale University Press, 1985.*

Site web de l'UPA: www.upa.qc.ca

6 Le maïs est la céréale qui réagit le mieux à l'épandage intensif du purin de porc. Voir le documentaire de l'ONF, Bacon, le film, récemment sorti. On y explique les conséquences de l'élevage porcin, à l'échelle industrielle.

Sur les traces de l'anarchisme au Québec

1. Aux origines: le 19^e siècle



Une grève à Lachine au XIX^e

Cela fait maintenant plus de 100 ans que les idées anarchistes ont libre cours au Québec. Depuis la création des premiers syndicats ouvriers combattifs au 19^e siècle jusqu'aux récentes mobilisations contre le Sommet des Amériques, l'influence libertaire s'est exprimée de nombreuses façons. Une multitude de journaux, d'interventions publiques, de grèves générales, d'œuvres artistiques, d'initiatives sociales et d'alternatives radicales témoignent de cet engagement au quotidien. Malgré la richesse et la diversité de ces pratiques, on ne peut parler d'une véritable tradition anarchiste au Québec: tout au plus retrouve-t-on au fil du temps une mouvance aux contours et aux contenus éclatés, partagée en de multiples tendances parfois contradictoires. Il ne faut pas en conclure pour autant que l'anarchisme n'a aucune racine au Québec, bien au contraire. D'ailleurs, la renaissance de l'anarchisme comme courant d'idée et d'action au cours des cinq dernières années a ravivé l'intérêt de plusieurs pour cette histoire encore méconnue. Voici le premier d'une série d'articles retraçant les origines de l'anarchisme au Québec.

Les précurseurs

Le 19^e siècle a vu l'émergence de l'anarchisme comme courant idéologique organisé autour de la pensée de Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine et Pierre Kropotkine, pour n'en nommer que quelques-uns. Au Québec, ce sont davantage les révolutions de 1837 (au Canada), 1848 (Palermo, Naples, Milan, Venise, Paris, Vienne, Berlin...) et de 1871 (Paris) qui ont servi de modèles aux premiers libertaires canadiens-français. Certains d'entre eux sont davantage des humanistes radicaux que des anarchistes. C'est notamment le cas d'Arthur Buies (1840-1901), un libre-penseur anticlérical et révolutionnaire qui participa à l'insurrection républicaine dirigée par Garibaldi (1) lors de son séjour en Europe de 1859 à 1862. À son retour, Buies cherche à diffuser ses idées par le biais d'un journal populaire et satyrique s'attaquant à l'emprise du clergé sur la société canadienne-française. Au mois de septembre 1868, il publie le premier numéro de «La Lanterne», un bulletin de 16 pages pleines de «propos révolution-

naires» et de «chroniques scandaleuses». Pourfendant l'autorité du clergé, Buies s'attaque à l'atrophie des consciences dans une société peu réceptive à ses idées: «J'entre en guerre avec toutes les stupidités, toutes les hypocrisies, toutes les infamies» (2). Il y proclame avec force son idéal de liberté: «la république, ou la liberté, n'est pas aujourd'hui ce que les peuples pensaient autrefois. La liberté moderne est inséparable de la fraternité. On ne la veut pas seulement pour un peuple, mais pour tous les peuples. On veut effacer les frontières, et voir tous les hommes unis dans la recherche du bien commun. Voyez ces associations d'ouvriers qui se rencontrent sur un point donné de l'Europe, mais qui viennent de tous les pays à la fois. Ces ouvriers déclarent qu'ils sont frères, et que les gouvernements ne les forceront pas à se battre les uns contre les autres. Voyez ces congrès pacifiques qui se tiennent à Genève. C'est le premier pas vers la fusion des races et l'harmonie des droits populaires» (3).

L'humanisme radical de Buies va de pair avec une éducation libre, fondée sur la Raison et débarrassée des dogmes religieux. Ainsi seulement sera-t-il possible d'envisager une réelle égalité sociale et économique: «il faut pour cela que l'instruction soit libre, qu'elle soit dirigée par des hommes qui veulent faire d'autres hommes et non par une caste ambitieuse qui ne cherche qu'à faire des esclaves afin de leur commander» (4). «La Lanterne» paraîtra régulièrement pendant six mois avant d'être interdit de vente par le clergé. Buies n'est pas le seul à être visé par les autorités religieuses: quelques années plus tôt, un prêtre saisit chez un libraire de Montréal plus de 1500 volumes mis à l'index par l'église catholique et les brûle sur la place publique (5). Les seuls alliés objectifs de Buies semblent se trouver du côté de l'Institut Canadien de Québec. L'Institut Canadien est animé par quelques esprits progressistes malheureusement coupés du reste de la population. Cet isolement s'explique sans

- 1) Giuseppe Garibaldi (1807-1882) luttait contre l'autorité du Pape et des monarchistes pour la création d'une république en Italie.
- 2) Gagnon, Marcel A., (1964), «La Lanterne d'Arthur Buies», Ed. de l'Homme, Montréal, p. 8
- 3) Ibid, p. 71-72. Buies fait peut-être référence au premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.), qui s'est tenu à Genève en 1866.
- 4) Ibid, p. 97
- 5) Rioux, Marcel (1987), «La Question du Québec», Ed. de l'Hexagone, p. 90

doute par la féroce répression dirigée contre eux par le clergé, mais également par leur proximité idéologique avec le libéralisme politique, alors très présent en Europe et aux États-Unis mais de plus en plus éloigné du mouvement ouvrier et davantage encore des idées socialistes.

L'influence de la Commune

Paradoxalement, c'est grâce à la Commune de Paris (1871) si l'anarchisme pose son pied au Québec. Face à l'arrivée imminente des troupes prussiennes et l'incapacité du gouvernement français à assumer la défense de Paris, le peuple s'arme, prend le contrôle de la Ville et proclame ses lois révolutionnaires en rupture avec l'État. Après un siège de plusieurs semaines, la révolte est durement réprimée par l'armée régulière française (6) : 30 000 communards sont fusillés par les contre-révolutionnaires et un nombre égal prend le chemin de l'exil ou du bague. La réaction du clergé canadien-français à cette révolution (avortée) est foudroyante. Monseigneur Raymond écrit : «La capitale de la France, centre de ces iniquités et de ces immondices, ne m'apparaît plus que comme une terre souillée, ainsi que celle de Babylone ou de Sodome, et comme telle appelant la vengeance du ciel» (7). Dès lors, la panique s'empare des curés canadiens-français : et si des communards venaient s'établir ici? Une campagne ouvertement xénophobe est orchestrée à travers la province de Québec. Les autorités religieuses mettent en garde l'opinion publique : «Le plus grand malheur qui peut arriver au Canada serait de tomber dans la possession de ces révolutionnaires. Dans la conjoncture présente, le gouvernement n'est pas le seul intéressé à éloigner les Français de cette province... mais tout fidèle sujet, tout vrai patriote, tout bon catholique qui désire conserver sa religion, ses libertés, ses lois, sa morale, y est particulièrement et personnellement intéressé» (8). Malheureusement pour les curés (et heureusement pour nous!), le spectre de l'anarchisme se matérialise bientôt sous leurs yeux, prenant la forme d'une marée humaine difficile à endiguer.

En 1871 et 1872, entre 1000 et 3000 communards s'exilent au Canada, la plupart à Montréal. Ceux-ci constituent «une société bruyante qui doit même être dispersée par la police lors d'une manifestation» (9). Le consul de France à Montréal les décrit comme «des socialistes, des ivrognes», «des gens déclassés et des réfractaires à la loi militaire» (10). On trouve parmi eux un ancien rédacteur du journal «le Père Duchesne», Alphonse Humbert (dit d'Abrigeon). Selon le consul, celui-ci attaque «les principes sur lesquels repose l'ordre social dans tout pays civilisé» (11). Humbert, condamné aux travaux forcés pour avoir incité le peuple à la révolte dans les pages de son journal, reviendra en France en 1879, profitant de l'amnistie qui est accordée aux communards. Entre temps, il prononce en 1874 une conférence à l'Institut Canadien de Québec sur les misères rencontrées par les immigrants français au Canada. Ces derniers ont la vie dure : la crise économique fait rage et le chômage massif plonge la plupart des exilés français dans la misère. La présence à Montréal d'un millier d'anciens soldats et d'officiers de la Commune oblige le consulat français à mettre sur pied en 1876 une société de bienfaisance pour venir en aide aux nouveaux immigrants arrivant de France. Les diplomates français craignent que les «tendances anarchiques» (12) et l'anticléricalisme des communards en exil déteignent non seulement sur leurs compatriotes fraîchement arrivés, mais également sur les travailleurs canadiens.

La révolte gronde

Aux yeux des réactionnaires canadiens-français, la Commune symbolise le mal révolutionnaire et socialiste. Il en va de même pour les associations ouvrières qu'une loi promulguée par le gouvernement fédéral rend légales en 1872. Le journal «le Nouveau Monde» (ultramontain, c'est à dire ultra-clérical) prédit les résultats d'une telle mesure : «Sir John A. MacDonald veut introduire au Canada une loi en vigueur en Angleterre... Mais la loi anglaise a été sanctionnée le 29 juin 1871, Elle n'a donc pas encore été en position de donner sa mesure et d'annoncer les résultats qu'elle produira infailliblement. Pourquoi se hâter quand nous savons ce que cette législation a produit en France. (...) N'avons-nous pas vu l'Association Internationale des Travailleurs diriger les mouvements révolutionnaires, établir la

commune à Paris et à Lyon. C'est en 1864 que les Chambres françaises légalisèrent les coalitions et c'est en 1871 que l'Internationale est devenue maîtresse de Paris et qu'elle fit trembler la France» (13). En fait, ce n'est pas la présence des communards ou la légalisation des syndicats qui entraîneront des troubles dans la province de Québec, mais bien une grave crise économique, comparable à celle de 1929. Entre 1873 et 1878, les conflits ouvriers se multiplient aux quatre coins de la province au fur et à mesure que le chômage et la misère prennent de l'ampleur. Les travailleurs se tournent vers l'action directe pour avoir gain de cause. La spontanéité et la radicalité des révoltes ouvrières vont de pair avec un durcissement de la lutte des classes.

Le 17 septembre 1877, des journaliers employés à l'agrandissement du canal Lachine près de Montréal quittent le travail. Le motif : «les 300 employés de la Davis et Cie affirment avoir été employés pour 90 cents par jour et n'en recevoir que 80». Ainsi, «la grève se répand dans les autres sections du canal, certains confrères devant parfois être convaincus par la force, c'est à dire à coups de cailloux; tous les travaux se trouvent paralysés. (...) les grévistes attaquent le bureau de la Davis et Cie; plusieurs coups de feu sont échangés et deux hommes sont blessés. Des détachements de la police de la ville et une cinquantaine d'hommes de la milice doivent demeurer en permanence sur les lieux pour maintenir l'ordre» (14). Cette grève se règle finalement au début de janvier 1878, pour mieux reprendre sur d'autres chantiers de construction ailleurs en province.

6) Qui n'a pas hésité à s'allier aux Prussiens pour mater l'insurrection.

7) Rioux, Marcel, *ibid*, p. 92

8) Voir à ce sujet «Les communautés culturelles au Québec» (1985), sous la direction de Michel Lefebvre et Yuri Oryschuk, aux éditions Fides.

9) Savard, Pierre (1970), «Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914», Presses de l'Université Laval, Québec, p. 93

10) *Ibid*, p. 93

11) *Ibid*, p. 93

12) *Ibid*, p. 94

13) Desrosiers, Richard et Héroux, Denis (1973), «Le travailleur québécois et le syndicalisme», Les presses de l'Université du Québec, p. 34-35

14) *Ibid*, p. 38-39

De nouvelles émeutes ouvrières éclatent à Québec au mois de juin 1878: «plus de 500 employés sur les chantiers de construction du gouvernement, débraient, exigeant un salaire de 1,00\$ par jour au lieu de 50 et 60 cents qui leur sont alloués à la suite d'une baisse de salaire; ils marchent sur le parlement de Québec, paradant dans les rues de la ville en arborant le drapeau rouge et exigeant de voir le Premier ministre, M. Joly. Ce dernier affirme ne rien pouvoir faire pour eux puisque ce sont des entrepreneurs qui paient les ouvriers, mais il leur promet pourtant une hausse de 20 cents par jour, ce que les grévistes refusent, résolus de ne pas accepter moins de 1,00\$. Des troubles éclatent alors en différents endroits de la ville: des grévistes enfoncent des portes d'usines, envahissent les ateliers du chemin de fer de la Rive Nord, commettent des dégâts à la fabrique d'allumettes Paré, sur la rivière Saint-Charles. Le 12 juin, plusieurs centaines d'entre eux se rendent chez un entrepreneur en construction, M. Peters, pour le forcer à signer un document promettant 1,00\$ par jour; sur son refus, on saccage les bureaux de l'établissement. Quelques uns partent ensuite piller l'entrepôt de farine Renaud, rue Saint-Paul. Des soldats accourus sans armes pour assurer l'ordre, doivent se replier; ils reviennent armés, et après la lecture du Riot Act tirent sur la foule. Un des émeutiers est atteint mortellement» (15). Il s'agit d'Édouard Beaudoin, un ouvrier d'origine française que des rapports militaires décrivent comme un socialiste ayant participé à la Commune de Paris. «Le soir, des manifestations rassemblent trois à quatre milles hommes et des discours incendiaires sont prononcés; un groupe va même jusqu'à libérer un gréviste à la prison de Québec» (16). Le lendemain, l'arrivée massive de troupes venues de Montréal parvient à rétablir l'ordre: dès le 14 juin, certains ouvriers retournent au travail. Ainsi se termine une autre révolte enflammée...

Les Chevaliers du Travail

La crise économique passée, les syndicats refont surface au Québec. Une première assemblée des Chevaliers du Travail (Knights of Labor) voit le jour à Montréal en 1882; rapidement, l'organisation se développe aux quatre coins de la province, soulevant beaucoup d'émoi chez les prélats catholiques. Aux États-Unis, son apparition remonte à 1869. Sa création et

son développement au sud de la frontière furent soutenus par de nombreux socialistes et anarchistes, notamment à Chicago. En 1886, Mgr Tachereau demande à Rome d'intervenir pour interdire cette «secte maçonnique», pensant ainsi freiner la progression des Chevaliers dans la Belle Province. On reproche à l'organisation sa «neutralité» (17), le caractère secret de ses activités, son approche plus combative qu'on associe à la lutte des classes. Quel est donc ce programme sensé amener la révolution aux portes de Québec et de Montréal? Un amalgame de réformes radicales pour l'époque (contre le travail des enfants, pour l'instruction publique, pour l'égalité des hommes et des femmes selon la formule «à travail égal, salaire égal»), jumelé à une critique du système capitaliste, tout particulièrement de l'exploitation salariale: «nous ne croyons pas que l'émancipation des travailleurs réside dans l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail; nous devons aller beaucoup plus loin que cela, et nous n'y parviendrons que si le régime du salariat est aboli» (18).

Au fil des ans, les Chevaliers du Travail arriveront à rassembler à travers tout le Québec un nombre important d'ouvriers non-spécialisés, délaissés par les syndicats de métiers ouvertement corporatistes. D'après l'historien Jacques Rouillard, les Chevaliers du Travail avaient une conception assez large de la classe ouvrière: «leur projet visait rien de moins qu'à réunir l'ensemble des producteurs dans un vaste mouvement pour l'abolition du salariat et le rétablissement d'une société nouvelle fondée sur la coopération et la petite propriété» (19). Fortement décentralisées et contrôlées par leur base, les assemblées des Chevaliers du Travail regroupaient tous les travailleurs, sans distinction de métier, de sexe, de croyance, de couleur ou de nationalité.

Chez les haut-dirigeants des Chevaliers du Travail aux États-Unis (dont l'organisation est en complète dégénérescence), une certaine inquiétude commence à se faire sentir: comment continuer à garder le contrôle sur cette masse d'ouvriers de plus en plus turbulente, défiant ouvertement l'autorité du clergé et du patronat en plus d'enfreindre les règles habituelles des «trade-unions»? Parlant des ouvriers canadiens-français, le leader américain des Knights of Labor, Terence V. Powderly, avait l'habitude de dire: «Il y a tant d'anar-

chistes au Canada! Ils [ceux au pouvoir] ont raison de se méfier. Les Français sont bien plus difficiles à manier que les autres peuples. Nous avons aussi un certain nombre d'anarchistes aux États-Unis, mais il ne sont pas du genre dangereux. Le tempérament français est très différent. Massez nos gens sur toute la longueur de Market Street, vous n'aurez rien à redouter. Mais faites la même chose avec un nombre égal de Français, alors le pire est à craindre» (20). Ne nous méprenons pas: l'organisation des Chevaliers du Travail n'est pas un syndicat révolutionnaire comme le sera plus tard l'IWW (Industrial Workers of the World, créé en 1905). Toutefois, leur projet politique offre de nombreuses ressemblances avec le mutualisme développé par les premiers anarchistes français, au nombre desquels on retrouve la figure de Pierre-Joseph Proudhon (21).

La propriété c'est le vol

Les évêques du Québec ne réussirent pas à empêcher l'élection d'un militant des Chevaliers du Travail, Alphonse Téléphore Lépine, dans le comté de Montréal-Est aux élections de 1888. Si nous mentionnons le nom du premier député ouvrier au Québec, élu de surcroît dans le «bastion du prolétariat montréalais», c'est que Lépine est influencé par l'un des premiers penseurs de l'anarchisme, Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865). Cette filiation lui vaudra les nombreuses critiques des défenseurs acharnés de l'ordre établi. Les slogans anti-Lépine (et anti-anarchistes) se multiplièrent avant son élection: «Propriétaires, prenez garde à vous», «Songez à la Commune de Paris, aux émeutes de Trafalgar Square et aux

15) Ibid, p. 38-39

16) Ibid, p. 38-39

17) C'est à dire sa laïcité et l'absence d'aumônier pour superviser ses activités.

18) Rouillard, Jacques (1976), *Le Québec et le congrès de Berlin 1902* in *Labour-Le travailleur*, vol 1 no 1, p.72

19) Ibid, p. 72

20) Lipton, Charles (1976), *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec (1827-1959)*, Parti-Pris, Montréal, p.112

21) Voir à ce sujet l'article «Rien pour nous... tout pour tous et toutes».

bombes de Haymarket à Chicago», «Ces gens-là veulent abolir les loyers». Pourquoi tant de remue-ménage autour d'un personnage somme toute pacifique et conciliant?

«Au cours de l'année 1887, Lépine publia une Explication de la déclaration de principe des Chevaliers du Travail, destinée à mieux faire connaître l'organisation "aux compatriotes de langue française". (...) Un passage de la brochure laissait clairement entendre à quelle doctrine sociale se rattachaient les premiers penseurs ouvriers québécois et quels courants idéologiques les influençaient. «Cet article [article IV de la déclaration de principe], écrivait Lépine, remet en mémoire le mot d'un grand économiste français: La propriété, c'est le vol. En établissant ce principe, monsieur Proudhon a voulu faire observer que la propriété n'avait pu, dans ses origines, s'établir et se fonder qu'en empiétant sur les droits imprescriptibles du peuple, qui seul a le droit de disposer de la terre, son héritage naturel...» (22)

D'où proviennent ces idées? Les échanges entre les États-Unis et le Québec devenant de plus en plus réguliers (notamment à travers l'émigration de milliers de canadiens-français vers les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre), il n'est pas impossible que les divers courants socialistes libertaires commencent à trouver ici un terrain fertile avec la politisation croissante de la classe ouvrière. On retrouve des traces de cette pénétration à travers une publication socialiste révolutionnaire réalisée dès 1885 par des réfugiés de la Commune de Paris établis en Pennsylvanie (États-Unis). Leur journal mensuel («La Torpille») est destiné aux travailleurs de langue française du Canada et des États-Unis. Son contenu est consacré «à la revendication des droits des travailleurs et à la lutte contre les iniquités sociales» (23), tout en fournissant «une très intéressante chronique sur la condition féminine contemporaine et le mouvement ouvrier» (24). Le mensuel changera de nom en 1890 pour devenir «Le Réveil des Masses», adoptant par le fait même une tendance anarcho-communiste et sera publié sous forme de lettres bimestrielles (4 pages) pour tou-



cher plus spécifiquement les «Français du Canada» (25).

Le géographe de l'anarchie

Les liens avec l'Europe semblent pour leur part assez restreint. La visite au Québec de l'anarchiste français Élisée Reclus en 1889 illustre bien cette situation. Du 6 juin au 4 juillet, Reclus parcourt la province en tant que géographe. Il passe par Montréal, Ottawa, Calumet, le Lac Champlain, Roberval et Québec. Son journal de bord nous offre une éclatante description de la société québécoise. Reclus confirme dans son récit de voyage un certain nombre de faits que nous connaissons bien: l'omniprésence du clergé dans les affaires publiques, l'idiotie des curés qu'il croise sur sa route, le faible degré d'esprit critique chez les «élites» locales, la situation quasi coloniale du Canada-français... Presque par hasard, il rencontrera tout de même quelques personnages intéressants: un réfugié de la Commune de Paris vivant à Roberval avec toute sa famille (et qui s'appelle Laliberté!) ainsi que deux libre-penseurs, l'un anglophone, l'autre francophone. Ce dernier, M. Tremblay, est un socialiste dont Reclus fait la connaissance sur le bateau qui le ramène en Europe: «un Canadien est à mes côtés, socialiste comme moi, et "pour la première fois", dit-il, proclamant sa pensée. Mais si c'est la première fois, ce n'est pas que la réflexion n'ait été longue. Peut-être le seul dans son pays, le bonhomme lit, étudie, recueille et annote les ouvrages socialistes, et il vient en France respirer une bouffée d'air pur» (27). C'est somme toute bien peu de monde pour un si grand pays!

En guise de conclusion

Quels constats pouvons-nous tirer de ces quelques repères historiques? Dans un premier temps, nous n'avons pas trouvé de

courant anarchiste organisé au Québec dans la deuxième moitié du 19e siècle. Cette situation tranche avec celle prévalant aux États-Unis, où existent à cette époque de nombreux groupes et journaux anarchistes, toutes tendances confondues (individualiste, syndicaliste révolutionnaire, anarcho-communiste). Par ailleurs, on retrouve quelques traces significatives montrant une certaine diffusion des idées anarchistes dans les milieux intellectuels et ouvriers après 1871. D'autre part, cette période est jalonnée de révoltes ouvrières et populaires d'inspiration libertaire. Sans nécessairement être l'œuvre d'anarchistes, elles ont certainement une résonance familière pour les communistes libertaires d'aujourd'hui. Il faudra attendre les premières années du 20e siècle pour voir apparaître distinctement au Québec un mouvement anarchiste à part entière, principalement concentré à Montréal dans les milieux ouvriers juifs et canadien-français.

Michel Nestor

*Dans le prochain numéro:
les années 1900 à 1910*

22) Desrosiers et Heroux, *ibid*, p. 76

23) Creagh, Ronald (1986), «L'anarchisme aux États-Unis», Tome III, p. 1129

24) *Ibid*, p. 1129

25) *Ibid*, p. 1130

26) Chardak, Henriette (1997), «Élisée Reclus l'homme qui aimait la Terre», Stock, p. 456

27) Le journal d'Élisée Reclus peut être consulté sur le site <http://www.gallica.bnf.fr>

RIEN POUR NOUS... TOUT POUR TOUS ET TOUTES !

La tradition communiste dans l'anarchisme

Dans les buts et principes de la NEFAC, il est dit que la fédération est «une organisation de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme (1)». Plusieurs froncent les sourcils en entendant cela et se demandent ce que nous pouvons bien vouloir dire par là. Anarcho-communistes, communistes libertaires, anarchiste-communistes... Autant de contradictions dans les termes? Y aurait-il eu une alliance secrète entre Marx et Bakounine, Lénine et Makhno, Mao et Pa kin? Serions-nous des bolcheviks déguiséEs dont la mission est de subvertir l'anarchisme et recruter des petitEs soldats pour «Le Parti» (peu importe lequel)? Bien sûr que non! Voyons voir de plus près.

Qu'est-ce que le mot communisme signifie réellement? Le communisme, c'est la doctrine qui dit que l'on devrait mettre les moyens de production et de distribution ainsi que la richesse produite socialement en commun. C'est le rêve de l'abolition des classes et du salariat, remplacé par une communauté mondiale, sans classe. À notre

nelles. Nous, nous sommes pour un mode d'organisation fédéraliste, basé sur la démocratie directe. Ceci dit, un mode anarchiste n'implique pas nécessairement un mode communiste (et vice-versa). Il y a des anarchistes individualistes, des anarchistes collectivistes, des anarchistes mutualistes, etc. Tout comme il y a des com-

munistes autoritaires, des communistes de conseil, des communistes primitivistes, etc. Nous, nous sommes des anarchistes communistes. C'est pourquoi nous disons «anarcho-communistes» ou «communistes libertaires». L'un définissant l'autre.



avis, un communisme réel ne peut que viser à détruire l'État parce que l'État, c'est l'organisation politique servant à la domination d'une classe sur toutes les autres. Tant qu'il y a État, il ne peut pas y avoir communisme parce qu'il y aura nécessairement des classes (en tout cas, au moins une: les bureaucrates).

Bien que tout le monde ne soit pas d'accord là-dessus, il pourrait très bien y avoir communisme et centralisation (comme il pourrait y avoir autogestion et centralisation). Le communisme peut s'approprier à plusieurs sauces politiques et organisation-

Les racines de l'anarchisme

L'anarchisme est né et s'est développé dans l'Association Internationale des Travailleurs (AIT ou 1ère Internationale, 1864-72). À l'origine, l'Internationale avait été conçue comme un pacte entre les prolétaires anglaisES et françaisES afin d'éviter que ces dernierEs ne soient utiliséEs pour briser les grèves des premierEs qui commençaient à s'organiser en syndicats. L'organisation a fait des petits et elle a rapidement regroupé en son sein plus de 2 millions de prolétaires, agissant à la fois comme centre de solidarité --en organisant des collectes dans dif-

férents pays pour aider les grévistes des autres, par exemple-- et comme laboratoire révolutionnaire où se côtoyaient plusieurs tendances socialistes. Même s'il y avait eu auparavant des théoricienNEs et des mouvements sociaux qui avaient déblayé le terrain --Proudhon, par exemple--, l'anarchisme comme doctrine et mouvement s'est cristallisé en son sein autour de militantEs comme Bakounine, Cafiero ou James Guillaume et de mouvements comme les horlogerEs du Jura suisse, les artisanNEs italienNEs et françaisES et les ouvrierEs espagnolEs.

Les premierEs anarchistes étaient généralement collectivistes et s'opposaient au 'communisme' défendu par Marx et d'autres. C'est à dire que les ouvrierEs d'une place donnée allait s'emparer de leur outil de travail et le gérer en commun. Ils et elles en seraient les propriétaires collectifs par le biais de leurs associations (un peu comme une coopérative). Le partage des richesses allait se faire essentiellement par une rémunération basée sur la somme de travail fournie par chaque salarié. Le problème, c'est que de cette façon, on risquait d'arriver à une sorte de capitalisme collectif. De plus, on ne garantissait pas la solidarité et ceux et celles qui n'étaient pas salariéEs, n'avaient pas leur mot à dire et devenaient dépendantEs des ouvrierEs. Le sort des femmes, des enfants et des vieux, dans ce modèle était guère plus enviable que dans l'ancien système.

La critique du modèle collectiviste s'est développée dans les années 1870. «Le type

1) *Introduction à la NEFAC*, Québec-Montréal, 19 mai 2001, p. 5. Les buts et principes sont disponibles sur le web à...

2) *Pour l'anarchisme*, Nicolas Walter, Éditions et Diffusion de l'Aide Mutuelle (ÉDAM, Montréal), 1995, p. 32 ("les divers courants de l'anarchisme")

INSTINCT DE LIBERTÉ

Chomsky et la pensée anarchiste

On a beau compter sur un mouvement anarchiste jeune, fringuant et dynamique, encore faut-il avoir un peu de lecture pour alimenter notre sens critique. En ce sens, la sortie cet automne de deux nouveaux livres par le collectif ÉDAM est une excellente nouvelle, d'autant plus que ces ouvrages seront largement diffusés par l'entremise de la maison d'édition montréalaise Comeau & Nadeau. Au programme : quatre textes (inédits en français) de Noam Chomsky portant un regard lucide sur l'anarchisme d'hier et d'aujourd'hui.

Encore Chomsky ? Plusieurs frontent déjà les sourcils : la seule mention du professeur de linguistique au M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology) provoque chez de nombreux lecteurs une vive lassitude, sans doute à cause de la très (trop ?) grande visibilité de cet auteur dans les librairies. Si la renommée de Chomsky comme critique de *l'American Way of Life* n'est plus à démontrer, on connaît très vaguement ses positions sur l'anarchisme (dont pourtant il se réclame dans plusieurs de ses œuvres). De ce fait, la publication des livres «Instinct de liberté» et «De l'espoir en l'avenir» nous aiderons à mieux comprendre sa conception particulière du socialisme libertaire. Toutefois, ces deux plaquettes ont un autre mérite (et non le moindre) : leur lecture permet de dissiper chez le profane certains mythes tenaces qui font la vie dure à l'anarchisme social.

D'entrée de jeu, Chomsky tient à préciser qu'il ne se considère pas comme un «penseur anarchiste» : «disons que je suis une sorte de compagnon de route». Cette remarque en tête, nous pouvons mieux apprécier le contenu des textes proposés dans ces deux plaquettes. Dans «Instinct de liberté», on retrouve la préface que Chomsky avait écrite pour la traduction en anglais d'un livre de Daniel Guérin paru en France au milieu des années '60 («l'Anarchisme»). À cette présentation rétrospective des idées anarchistes, les éditeurs ont ajouté un court texte où Chomsky oppose la conception libertaire du socialisme à celle qui a prévalu en Union Soviétique pendant plus d'un demi-siècle. Le deuxième volume, «De l'espoir en l'avenir», contient deux entrevues réalisées avec Noam Chomsky, l'une paru dans la

revue irlandaise «Red and Black Revolution», l'autre réalisée à Londres dans le cadre d'une émission radiophonique grand public (et publiée par la suite dans un recueil d'entretiens aux éditions Black Rose Books).

Comme c'est souvent le cas pour ce genre de collage d'articles, l'intérêt et la pertinence des textes sont parfois inégal. Plusieurs pistes abordées se terminent en queue de poisson. C'est avec beaucoup de modestie, et parfois même de retenue (comme dans le cas de l'entretien avec «Red and Black Revolution»), que Chomsky aborde de front certaines des questions les plus pointilleuses soulevées par l'anarchisme contemporain. Chomsky semble plus à l'aise dans son rôle traditionnel de professeur que dans celui de théoricien, arrivant à vulgariser à l'aide d'exemples concrets la perspective libertaire sur les modes d'organisation et de transformation sociales. Somme toute, ces deux petits bouquins (qui auraient sans doute pu ne faire qu'un) plairont davantage aux fans de l'intellectuel américain, aux curieux et curieuses désirant se familiariser avec l'anarchisme qu'aux militants et militantes plus aguerris.

MN

Noam Chomsky

Instinct de liberté - anarchisme et socialisme, Comeau & Nadeau (collection "Instinct de liberté"), 2001, 75 pages. Traduit de l'américain par Geneviève Lessard et Martin Zemliak. Prix: 7,95\$

De l'espoir en l'avenir - entretiens sur l'anarchisme et le socialisme, Comeau & Nadeau (collection "Instinct de liberté"), 2001, 99 pages. Traduit de l'américain par Geneviève Lessard. Prix: 8,95\$

Petit lexique révolutionnaire

Dans l'esprit de tous et chacun, certains mots veulent dire plusieurs choses différentes. C'est pourquoi nous avons décidé de faire ce petit résumé, car si nous voulons réfléchir ensemble, il faut bien qu'on sache d'abord de quoi on parle.

Révolution : ce mot, probablement le plus galvaudé par la publicité, ne prend son sens qu'avec un qualificatif. À la base, la révolution vient d'un changement majeur, voire radical du système économique et/ou politique qu'on subit. Le qualificatif qu'on lui donne précise l'orientation de la révolution. Dans notre cas, quand on parle de révolution, le qualificatif est libertaire. Cela veut dire que nous souhaitons nous débarrasser du mode autoritaire et élitiste dans lequel nous vivons, et le remplacer par un mode autogestionnaire et démocratique. En résumé, voilà notre objectif.

Proletariat : On utilise ce vieux mot probablement pour ne pas avoir réussi à en trouver de meilleurs. Le proletariat regroupe ceux et celles qui travaillent, qui produisent les nécessités de nos vies. Sans faire de liste, cela englobe tout ceux et celles qui travaillent la terre, qui travaillent dans les usines, les ateliers, qui enseignent, soignent, lavent et entretiennent... Bref, tout ceux et celles qui font que le monde est vivable. Une autre définition complémentaire consiste à dire que le proletariat regroupe ceux et celles qui n'ont à vendre que leur temps de travail pour vivre. Mais selon cette définition, les coopérativistes, les travailleurs autonomes et les artisans ne sont plus inclus, car ils vendent eux-mêmes les produits de leur travail, contrôlent le mode de production et possèdent les machines.

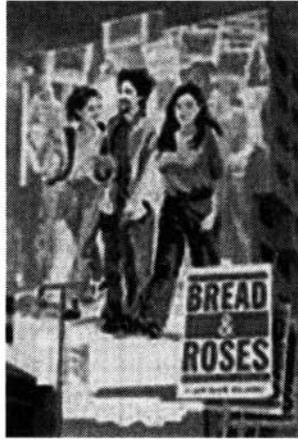
Bourgeoisie : En gros, c'est l'ensemble des bourgeois, soit ceux qui possèdent les richesses. Les bourgeois ne vendent pas leur temps de travail, mais ils achètent

Bread and Roses.

Réalisateur: Ken Loach.

1999.

Le plus récent film du réalisateur britannique Ken Loach, qui nous a donné des classiques comme *Riff Raff* et *Land and Freedom* (sur la révolution espagnole), se passe à Los Angeles et raconte le récit de travailleurs et de travailleuses de l'entretien ménager. *Bread and Roses* présente le mouvement syndical "Justice for Janitors", plus précisément un regroupement de travailleurs et de travailleuses pour la plupart immigrés et nouvellement syndiqués, prêts à utiliser l'action directe pour atteindre leurs buts. En réussissant à entremêler les thèmes de lutte de classes, d'oppression patriarcale et d'immigration clandestine, Loach a réalisé encore une fois un film riche en réalisme qui pousse non seulement à la réflexion, mais aussi à l'action! Alors que quelques scènes nous poussent à hurler de joie, comme celle où les "janitors" vont interrompre, avec le bruit de leurs balayeuses, une soirée chic de locataires riches et célèbres de l'espace de bureau qu'ils et elles entretiennent, d'autres sont d'une dureté sociale honnête, comme par exemple celles traitant de la prostitution. Avec *Bread and Roses*, un film ancré dans la réalité des prolétaires mexicanos-américains, Ken Loach prouve une fois pour toute que sa sensibilité anticapitaliste et populaire peut dépasser le cadre typiquement britannique qui est présent dans la majorité de ses films.

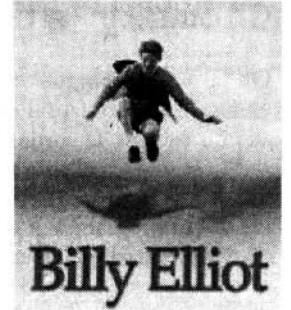


Billy Elliot

Réalisateur: Stephen Daldry

2001.

Sur le fond de la grève des mineurs du nord de l'Angleterre en 1984, *Billy Elliot* est l'histoire d'un jeune homme qui préfère le ballet à la boxe. Un jour, lors de ses cours de boxe, Billy fait connaissance de la classe de ballet qui se donne tout près. Très vite, il s'y joint et découvre non seulement le talent exceptionnel qu'il a pour la pratique, mais aussi le plaisir que ça lui apporte. Malheureusement, l'idée que Billy s'amuse en faisant du ballet ne réjouit pas tellement son père, lui qui est impliqué, comme son fils aîné, dans la grève. Le père de Billy, prisonnier par moments de l'idéologie patriarcale, a bien de la misère à digérer le fait que le peu d'argent qu'il peut dépenser pour les loisirs de Billy ira dorénavant pour des cours de ballet. Billy se retrouve alors à pratiquer le ballet quelque peu clandestinement, jusqu'à ce que son père change d'idée et décide de le supporter. Par contre, c'est seulement avec l'aide de toute la communauté de grévistes que Billy pourra se rendre à l'académie nationale de ballet à Londres, mesurer son art face à d'autres jeunes venant pour la plupart de milieux bourgeois. Choc de classes.



Même si *Billy Elliot* est un film doré par l'illusion de la réussite libérale, il a le mérite de montrer que la fierté et la solidarité ouvrière ne sont pas inséparables d'un désir de rompre avec le conditionnement patriarcal.

→ le nôtre. Et ils vendent nos services et nos produits, et ils déterminent le mode de production, tout comme le prix d'échange. Les bourgeois sont ceux qui possèdent les machines, les usines, les terres. Ce sont eux qui contrôlent et détiennent les capitaux.

La classe dominante: ou l'élite si on veut. Elle inclut la bourgeoisie et la caste politique. C'est un espèce de mélange des deux, avec la nuance que ce ne sont pas seulement des bourgeois. Au sein de la classe dominante, il y a de la place pour tout ceux qui sont assoiffés d'autorité, de contrôle et de célébrité. Ce sont eux qui contrôlent la machine répressive (les services secrets, l'armée, la

police). La différence avec les bourgeois, c'est qu'ils n'ont pas besoin de posséder des richesses pour être en haut de la pyramide sociale. Honnêtement, il n'y a plus vraiment de différence dans la plupart des pays entre la bourgeoisie et la classe dominante, la bourgeoisie tirant (tyran?) les ficelles de l'appareil d'état tout en ayant des représentants dans tous les partis politiques.

Classe sociale. : il y a deux visions des classes sociales. Il y a celle dite économique, et celle dite politique. La définition économique est la plus utilisée: elle définit les classes sociales dans leur rapport aux moyens de production, c'est-à-dire les riches (les possédants) contre le prolétariat. Mais il y a un aspect de classe beaucoup plus important, celui politique, qui oppose la classe dirigeante au prolétariat. La bour-

geoisie est incluse dans cette définition, parce qu'elle fait partie des dirigeants. Mais en plus, la classe dirigeante inclut les bureaucrates, les technocrates et autoritaires de tout acabit. En fait, avec cette définition de classe, les bolcheviks n'auraient pas pu transformer en 1917 le mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets», en, «tout le pouvoir à l'état soviétique». De façon complémentaire, je dirais que ceux qu'on a le plus à craindre ne sont pas ceux qui veulent avoir un mode de vie rempli de privilèges, mais ceux qui veulent avoir du monde leur obéissant. Car ceux-là sont prêts à faire n'importe quoi pour que le monde marche comme ils le souhaitent...

ATTAQUONS LE COEUR!

Fermons, dérangeons et endommageons le district financier de Toronto le 16 octobre et l'économie ontarienne cet automne!

Le 16 octobre, il ne sera plus permis à l'économie des patrons de faire des affaires comme d'habitude. Attaquons leur cœurs froids, endurcis et vides lorsqu'ils dorment, mangent, quand ils nous volent et nous emprisonnent -- faisons leur savoir par tous les moyens nécessaires que les bons jours sont terminés pour eux. Dès maintenant, ils ne penseront plus qu'à quand, où, quoi et qui nous attaquerons ensuite.

Le 16 octobre, des milliers de personnes convergeront vers le district financier de Toronto pour paralyser le centre du Capital au Canada. Des milliers de personnes en ont assez des manifestations symboliques et d'enregistrer leur dissidence de façon polie, et des milliers de personnes combattons ensemble et gagnerons, ne serait-ce que pour des raisons de nécessité et de survie, ne serait-ce parce que maintenant, des milliers et des milliers de personnes ne peuvent plus supporter d'attendre et de ne rien faire.

Le champ de bataille est désigné. Nous disons: «Assez c'est assez!». Nous appelons tous et toutes les anarchistes, les antiautoritaires, les anticapitalistes et autres alliés à former un contingent anarchiste unis le 16 octobre et à participer à la dislocation économique de l'Ontario cet automne. Nous appelons tous les soi-disant «sauvages», «casseurs» et «brutes» -- tous ceux et toutes celles qui portent la ruine du capitalisme-- à converger pour détruire les privilèges des patrons.

Toi! Nous t'appelons, ainsi que ceux et celles avec qui tu travailles, avec qui tu vis et avec qui tu as été emprisonné. Tout le monde qui est écoeuré d'exister avec si peu, de vivre de miettes. Tous ceux et celles piqués par cette misère, qui veulent maintenant se tenir debout fièrement et devenir une force ingouvenable.

Pendant six ans nous avons subi les vicieuses attaques de l'État contre l'assurance sociale, le système de santé, le logement social et les conditions de travail. Même le traitement essentiel de l'eau potable n'a pas échappé

à l'agenda néolibéral/néoconservateur des Tories d'Ontario mené de façon arrogante, traçant la voie que les autres provinces et le gouvernement fédéral suivent, peu importe le parti au pouvoir.

Mais l'État n'est pas le seul à blâmer. Ce n'est pas un fantôme abstrait tapi dans l'ombre, c'est du ciment --aussi solide que les briques qu'on lance-- protégeant la bête capitaliste. Les politiques mises de l'avant par les Progressistes Conservateurs sont l'exemple local de la globalisation et de la restructuration du capital international. Tandis que d'autres pays ont été forcés de couper dans les programmes sociaux à causes des conditions de prêts du FMI, le gouvernement conservateur a volontairement et énergiquement fait la même chose pour «ouvrir l'Ontario aux affaires, aux investisseurs». Le premier ministre Mike Harris nous a fait clairement savoir que sa priorité n'est pas d'aider les millions de gens qui ont besoin d'un logement, d'un salaire décent et d'eau propre, mais de prêter assistance aux plus grandes compagnies pour qu'ils augmentent leur marge de profit.

En réponse à cela, l'OCAP (Coalition ontarienne contre la pauvreté) a résisté et s'est battue. Le moment le plus dramatique de cette bataille fut sans aucun doute la marche vers le parlement du 15 juin 2000, qui s'est transformée en une bataille rangée avec l'escouade anti-émeute. Depuis, ils se sont organisés avec des centaines de groupes communautaires, de conseils et des syndicats de travailleurs et travailleuses, et plusieurs autres, qui participeront au sein du Front commun ontarien à la campagne automnale de dislocation économique, à commencer par la fermeture du district financier de Toronto le 16 octobre. Nous irons droit aux bureaux des compagnies qui font des profits énormes sur le dos des pauvres et des salariéEs ontarienNEs et nous les fermerons par tous les moyens nécessaires.

Nous, anarchistes et révolutionnaires anti-autoritaires, devons être aux côtés et combattre avec les pauvres et les salariéEs d'Ontario



le 16 octobre et pendant l'automne durant une longue, difficile et intransigeante lutte contre nos ennemis de classes. Le mouvement anticapitaliste devient pro-actif, plutôt que de simplement réagir à des sommets, aux réunions et horaires des patrons. Le 16 octobre et dans les mois qui suivront, Mike Harris et les boss vont perdre des millions de dollars et beaucoup de sommeil.

Le contingent anarchiste est ouvert à tous et toutes les anarchistes et libertaires. Un black bloc n'est qu'une tactique; nous favorisons la diversité de tactiques. Cependant, nous recommandons fortement aux gens qui viendront d'être prêt à se protéger contre la violence policière (masques à gaz, casques, boucliers, protections, eau et par dessus tout, l'auto-organisation. N'amenez pas de pièces d'identité, de carnet de téléphone ou quoi que ce soit d'autre qui rendra le travail des policiers plus facile.)

Le rassemblement aura lieu au Nathan Philips Square, en face de l'hôtel de ville, à l'intersection de Queen et Bay Streets. Il y aura un déjeuner au crêpes, gratuit, à 5h du matin, avant de partir vers le district financier à 6h. Le but est de fermer les rues, les passages souterrains, les stations de train et de métro, et les cibles capitalistes clés jusqu'à 18h. Soyez créatif, utilisez des tactiques auxquelles la police n'est pas habituée, utilisez la surprise.

Pour marcher avec le contingent anarchistes, assemblez vous à la bannière disant: "ENOUGH IS ENOUGH!" (Assez, c'est assez!).

L'attente conduit à la défaite

Lancé par le Collectif Freyhey (NEFAC-Toronto)

Pour contacter Freyhey : freyhey@tao.ca
ou C.P. 116, 339a College St.,
Toronto ON, M5T 1S2

NOUS REFUSONS VOS GUERRES SANGLANTES : À BAS TOUS LES TERRORISMES, INCLUANT CELUI DE L'ÉTAT !

Suite aux attaques terroristes du 11 septembre dernier, plus de 6 000 personnes sont mortes ou portées disparues. Nous, anarchistes, tenons à exprimer comme la majorité des gens notre profonde peine et notre incrédulité face à cette dévastation qui a frappé New York, Washington et la campagne pennsylvanienne. Il va sans dire que nous sommes contre l'usage délibéré d'une violence arbitraire, sans discernement, dans le but d'atteindre des fins politiques. Les activités terroristes vont à l'encontre de notre vision radicale des changements sociaux.

Bien que les cibles de ces attaques soient des symboles majeurs de la globalisation capitaliste (le World Trade Center) et du militarisme états-unien (le Pentagon), la majorité des victimes n'en étaient pas

moins de simples salariéEs ordinaires, ce qui rend ces atrocités indéfendables. Nos cœurs sont avec les familles et les amiEs de ces victimes.

LE TERRORISME RELIGIEUX, CAPITALISTE ET ÉTATIQUE

Les États-Unis ont promis une «guerre prolongée contre le terrorisme» mais nous ne nous laisserons pas abuser. Comme anarchistes, nous sommes opposés au terrorisme sous toutes ses formes et ne faisons pas de distinction entre la terreur utilisée par des extrémistes religieux, des exploiters capitalistes ou l'État.

Le terrorisme des extrémistes religieux représente une menace très réelle dans le monde d'aujourd'hui : on le voit avec les attentats à la bombe des fondamentalistes chrétiens d'extrême-droite contre des cliniques d'avortement, avec les massacres de palestinienNEs par des colons juifs ultra-orthodoxes et avec ces récentes attaques sur la côte-est des États-Unis (attribuées, à tort ou à raison, aux intégristes islamiques). Il s'agit là, bien sûr, d'actes inexcusables posés par des fanatiques religieux pour créer des bains de sang et installer la peur au sein de la population. Cependant, ce type de terrorisme est souvent surpassé dans l'horreur par celui, encore plus violent et destructif, propre à l'État et au capitalisme.

La philosophie capitaliste, qui prône «le profit avant les gens», a

une longue et sanglante histoire dont résultent tant la richesse obscène d'une infime minorité que la souffrance et la mort d'une grande partie de la population mondiale. Des premières racines de l'esclavage et du colonialisme jusqu'à la dernière phase de globalisation de ce système économique, le capitalisme a toujours utilisé le terrorisme d'État pour asseoir violemment sa domination.

En tant qu'État capitaliste le plus puissant (politiquement, économiquement et militairement), les États-Unis ont été les principaux instigateurs de plusieurs campagnes de dévastations terroristes. Des bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki au bombardement plus récent de la compagnie pharmaceutique Al Shifa au Soudan; de l'installation de dictatures en Amérique Latine, à l'aide financière aux régimes meurtriers d'Israël, de Turquie, de Colombie et d'ailleurs; du bombardement massif d'une place de marché grouillante de monde en Yougoslavie aux sanctions économiques toujours en vigueur contre l'Irak qui ont causé jusqu'ici la mort de plus de 500 000 enfants; et maintenant, avec une nouvelle «guerre au terrorisme», nous pouvons nous attendre à voir s'écrire un nouveau chapitre de ce triste héritage. Ces événements ne sont pas des exceptions historiques, ils sont les composantes nécessaires au maintien de la domination politique et économique d'un puissant État capitaliste.

LE NATIONALISME ET LE RACISME : ENNEMIS DES CLASSES POPULAIRES

Pendant que le soutien populaire aux réactions belliqueuses du gouvernement états-unien se nourrit des récentes attaques terroristes, nous assistons à une nouvelle montée d'agressions racistes comme chaque fois que le nationalisme relève sa monstrueuse tête. Traditionnellement, le nationalisme est exalté par la classe dirigeante qui utilise le racisme, le patriotisme et la religion comme moyen pour que les classes popu-



Cette déclaration est principalement l'oeuvre de l'Union locale des anarcho-communistes de Boston (NEFAC). Elle a été adoptée par la fédération dans la semaine du 24 septembre et diffusée dans les manifs qui ont eu lieu la fin de semaine suivante dans toute la région. Cette traduction a été réalisée par des camarades de l'Union locale de Québec pour le bulletin *La Nuit* du 29 septembre. L'illustration est de Mike Fluggenock (www.sinkers.org), un bédéiste anarchiste de Washington.

laires s'identifient à l'État et ses valeurs. La peur et l'impuissance ressenties au lendemain des attaques ont été canalisée dans un patriotisme aveugle et un racisme qui ne servent que les intérêts de la classe dirigeante. La flambée de violence contre les arabes, les musulmanEs et toute personne ayant ne serait-ce qu'un semblant d'origine Moyen-Orientale sera exploitée pour renforcer l'effort de guerre à l'étranger et garder les classes populaires divisées au pays.

En tant qu'anarchistes, nous assurons de notre pleine solidarité ceux et celles qui sont actuellement victimes d'attaques racistes et, si nécessaire, nous prendrons activement part à la défense de ces communautés (dans le respect de leur autonomie). Nous ferons aussi, comme toujours, la promotion de l'antiracisme et de la solidarité internationale des classes populaires qui demeurent nos meilleures armes contre la violence des dirigeants et de leurs guerres.

PAS DE GUERRE ENTRE LES NATIONS, PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES

Nous ne voyons pas l'actuel effort de guerre comme une volonté de s'opposer au terrorisme mais plutôt comme une guerre contre l'humanité. Avec le support unanime des classes dirigeantes occidentales et la complicité des médias, le gouvernement états-unien est prêt à envahir plusieurs pays, à multiplier les destructions et les atrocités sans nom dans un conflit aux multiples fronts contre un ennemi invisible et inconnu... Comme toutes les guerres menées par l'État, il s'agit en fait d'une guerre de pouvoir. Les États-Unis ne sont pas prêts à combattre les vraies causes dans lesquelles s'enracine le terrorisme, ce qui nécessiterait des changements fondamentaux dans leur propre politique étrangère. Ils veulent plutôt consolider leurs positions de puissance dominante du monde.

Les pertes humaines tragiques engendrées par les récentes attaques terroristes seront bientôt utilisées comme justification pour couper dans l'éducation, l'habitation, la santé et bien d'autres programmes sociaux, cela pour engraisser un budget militaire déjà glouton. Le niveau de répression sociale s'accroîtra pour l'ensemble de la population et les libertés civiles s'échangeront contre un faux sentiment de sécurité et de justice. Enfin, la fierté nationale et le patriotisme seront utilisés pour envoyer les jeunes des milieux populaires servir de chair à canon pour mieux renforcer la domination impérialiste états-unienne.

Les anarchistes, comme tous les mouvements progressistes, doivent s'opposer à cette agression militaire comme nous nous opposerions à n'importe quelle autre. Ce n'est que par une lutte active contre toutes les formes de terrorisme, qu'ils soient religieux, capitalistes ou étatiques, que nous arriverons à mettre fin une fois pour toute à ce cycle de violence.

MÊME DANS LA TRAGÉDIE : OÙ IL Y A DE LA VIE, IL Y A DE L'ESPOIR...

Dans l'épouvantable tragédie de ce mardi 11 septembre, nous apercevons malgré tout quelques graines d'espoir laissant envisager un avenir moins pourri. Des milliers de gens ordinaires ont envahi les rues pour aider aux efforts de secours, risquant souvent leur propre sécurité. Les cliniques de don de sang ont été remplies à pleine capacité. La bouffe, les vêtements et l'hébergement ont été offerts gratuitement aux survivantEs et



aux
s e c -
o u r i s t e s
p a r u n
réseau com-
p l è t e m e n t
spontané et auto-
organisé d'aide
mutuelle et de solidarité. C'est dans ces gestes désintéressés que nous voyons des graines d'espoir... L'espoir d'une société future autogérée, égalitaire, sans classe ni État, une société libérée de toute forme de hiérarchie et de domination.

Un futur communiste libertaire est possible !

Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC)

Pour suivre l'actualité anarchiste au jour le jour...

LISEZ A-INFOS

**L'agence de presse anarchiste
www.ainfos.ca**

**31
no 1
Ruptures**

Les abonnements aident à financer la revue, alors...

ABONNEZ-VOUS!



**On est
pas des casseurs,
on est cassé, c'est
pas pareil !**

Abonnement et diffusion

régulier (12\$, 4 numéros) soutien et hors-Canada (24\$)

Nom: _____

Adresse: _____

email: _____

2,75\$ la copie (3 ex. et plus)

2,50\$ la copie (10 ex. et plus)

2,00\$ la copie (20 ex. et plus)

nombre d'ex.: _____

Chèques à l'ordre de
«Groupe Émile-Henry»

Groupe Émile-Henry :
C.P. 55051, 138 St-Vallier
O., Québec (Qc), G1K 1J0.